

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Procès à Winterthour:

LES YEUX FERMES

Le Procureur Pius Schmid a pesé ses mots: "Ne jugeons pas les faits avec les lunettes du recul et de la clémence. C'était du terrorisme pur". Le Tribunal de Winterthour présidé par Jakob Kopp l'a suivi les yeux fermés. Alex W. a été condamné à huit ans de réclusion.

Alex, 25 ans, artiste-peintre, vivait en communauté à la Waldeggstrasse 8, dont il détenait le bail. Un "repaire terroriste" pour la police, le procureur et le juge! Pendant trois petits mois de l'été 1984 en effet, quelques explosions ont causé pour 36.000 francs de dégâts matériels au Technicum, à une banque, une baraque de chantier et à la villa de l'ex-conseiller fédéral Friedrich. La police a "mis le paquet". 25 arrestations, 15.000 pages de dossier et même un grossier chantage sur Gaby, l'amie d'Alex, pour la "retourner". La pression a été telle que Gaby s'est suicidée...

Et qu'a permis ce coup de filet, sinon de pousser Gaby à la mort? Aucune preuve formelle! L'enquête a établi des indices dont on jugera la gravité: on a retrouvé au domicile d'Alex des sprays et des récipients, courants dans le commerce, de même marque que ceux utilisés pour faire exploser la poudre noire (celle des feux d'artifice) des "attentats". Des bricoleurs on fait vite des "terroristes". Alex, porteur du bail de cette communauté où passait bien du monde, devait aussi porter le chapeau. Le juge ne l'a pas caché: "Le Tribunal est devant un cas classique de preuve par indices" et comme Alex rêvait de changer le monde, il est devenu, selon les termes du juge, un "esprit révolutionnaire" animé par "une haine aveugle de l'Etat et de la société".

Même la conservatrice *Weltwoche* (18.9.86) relève la disproportion: "Qualifier de pur terrorisme ces escapades nocturnes qui dépassaient les bornes comme tel alors que le vrai terrorisme connaît son effrayant paroxysme dans les pays voisins semble, avec la distance, disproportionné".

Question de proportion seulement? En droit bourgeois un accusé est innocent tant que sa culpabilité n'est pas prouvée. Ce principe est tempéré si un "faisceau d'indices" convainc le juge de la culpabilité de l'accusé, mais le Tribunal de Winterthour est allé bien plus loin. Il a jugé sur un préjugé, répandu par toute la campagne sur le terrorisme, qui identifie tout espoir d'un monde meilleur à un "esprit révolutionnaire" et toute violation des lois à du "pur terrorisme". Alex écrivait à Gaby: "L'heure du réveil sonnera (...) et la terre appartiendra à nouveau aux hommes qui portent en eux l'amour...". Un croyant convaincu par la lecture de l'Apocalypse devient à ce titre un extrémiste politique! Ajoutez ce mécanisme qui fait de toute atteinte à la propriété un acte "terroriste" identique à la violence physique sur des personnes, et le tour est joué: la "disproportion" juridique ouvre la porte à tout l'arbitraire policier et judiciaire d'un Etat totalitaire.

La statue de la justice porte le bandeau, symbole d'impartialité. Mais quand les têtes déjà sont droguées de "terrorisme", elles deviennent justice aveugle. Le pire, c'est qu'elle n'a pas encore suscité le tollé qu'elle mérite!

La Brèche

Mühleberg, Beznau, etc.:



Hongrie, octobre 1956:

LA RÉVOLUTION DES CONSEILS

QUE DISAIT LA «V.O.»?

Lettre ouverte du Comité Travail et Santé (Neuchâtel)

Voici le contenu de la lettre ouverte du Comité Travail et Santé de Neuchâtel adressée à Klaus Hug, directeur de L'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers), après ses déclarations concernant le travail de nuit des femmes.

"Nous apprenons par la presse que lors de la Conférence d'automne de l'Association intercantonale pour le droit du travail vous avez déclaré que *"le fait que les femmes ne soient autorisées à travailler ni la nuit, ni le dimanche est un privilège douteux"*. Nous sommes profondément choqués par cette prise de position. Comment pouvez-vous parler de "privilèges douteux" pour désigner une mesure protectrice de la santé ?

"Vous savez d'autant mieux que cette mesure ne devrait pas être supprimée, mais étendue aux hommes, que vous connaissez le rapport de la Commission fédérale du travail qui détaille les conséquences néfastes d'une généralisation du travail de nuit. En réalité, ce sont vos arguments qui sont douteux. Quand vous dites que *"les restrictions qui frappent la main-d'œuvre féminine diminuent les chances des femmes de trouver un emploi dans certains domaines d'avenir et même peuvent les empêcher d'acquiescer une formation professionnelle dans certains secteurs qui restent ainsi un bastion masculin"* (Gazette de Lausanne, 5 septembre 1986), vous oubliez un peu vite que même les patrons reconnaissent que les travaux de nuit destinés aux femmes dans l'industrie, le sont parce qu'ils réclament de la résistance à la monotonie, de l'habileté, mais surtout pas de qualification professionnelle ni d'intérêt pour un poste à responsabilité. Si vous prétendez être attaché à l'égalité de traitement, ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux intervenir par exemple en faveur de l'égalité des salaires plutôt que de celle des nuisances ?

"Vos arguments nous paraissent bien loin de la déclaration que vous nous avez faite le 19 septembre 1985 à Marin devant l'usine d'ETA/MEM: *"...il faudrait réviser la Convention dans le sens suivant: égalité entre hommes et femmes et les mêmes conditions, peut-être varier un peu d'après les charges familiales, mais il faudrait laisser la défense absolue, stricte qu'on a maintenant pour les femmes"* (transcription d'un enregistrement vidéo). Nous le regrettons."

Comité Travail et Santé
case postale 1639
2002 Neuchâtel



Manuel de la contra utilisé pour ses actions de sabotage et ses actes terroristes

Genève:

ATTENTION INTOX...

Quand les patrons parlent du droit des peuples, cela donne une singulière conférence, comme celle qui se tiendra les 6 et 7 octobre prochains, dans les locaux des Syndicats patronaux, au 98 rue de St-Jean, à Genève.

Le thème choisi? les droits de l'homme. Pour en débattre, voici la liste (parlante) des orateurs:

- Arturo Cruz, l'un des trois chefs de l'UNO, la représentation politique de la Contra antisandiniste;
- Mgr Vega, l'évêque nicaraguayen expulsé, invité personnel de Reagan;
- Mgr Bismark Carballo, vice-président de la Conférence épiscopale nicaraguayenne;
- le rédacteur en chef du Figaro.

Les invités d'honneur seront: l'ambassadeur US auprès de l'ONU, Vernon Walters, et le président du Guatemala, Vincente Cerezo.

Tout ce beau monde se mettra au service de la croisade de propagande antisandiniste. Autrement dit, obtenir un soutien plus grand à l'intervention américaine en Amérique centrale. Cette opération de propagande survient au moment où le Conseil fédéral se tâte concernant la poursuite de l'aide au développement de la Suisse en faveur du Nicaragua.

Face à cette mission d'intox, la mobilisation pour affirmer notre soutien à la lutte du peuple nicaraguayen est indispensable.

**PARTICIPEZ TOUS ET TOUTES
AU
RASSEMBLEMENT-MANIFESTATION
DEVANT LES SYNDICATS PATRONAUX,
GENÈVE, 98 rue de St-Jean,
LUNDI 6 OCTOBRE
dès 17 heures.**

Votation cantonale à Berne:

LA SOLIDARITÉ N'A PAS JOUÉ

L'initiative cantonale Stop à l'explosion des primes, pour une assurance maladie sociale — dont les signatures furent récoltées par le PSO, les POCH, le PSA du Jura-Sud et les Alternatifs verts et qui était soutenue par le PS, le PdT, le SGSG, l'OFRA, la VPOD et le SLP — a recueilli 220/o de oui le 28 septembre, avec une participation de 34,7 o/o. Comme pour la formation professionnelle, cette initiative proposant une miniréforme dans le régime des caisses maladies était appuyée par de nombreux/ses représentant(e)s connu(e)s des salariés et du mouvement femme. A cause du manque de moyens financiers de la section bernoise des POCH et de la votation conjointe sur l'initiative nationale du PSO, seule une campagne limitée en faveur de l'initiative cantonale a pu être menée. Les adversaires de droite, qui ne se sont pas seulement alliés avec les porte-paroles des grandes caisses maladies mais aussi avec les gens de l'Action nationale, ont financé un battage important en placards publicitaires et ont brandi à tort et à travers la menace d'une augmentation des impôts que provoquerait l'initiative. Ce faisant, ils ont montré leur mépris à l'égard des plus défavorisés.

Correspondant

À PROPOS

LE PSO ET LES DEUX INITIATIVES ANTINUCLÉAIRES

Tchernobyl a fort heureusement redonné du tonus au mouvement antinucléaire. Les uns se concentrèrent dans l'organisation d'actions et de manifestations. Avec succès du reste comme en témoignent la grande manifestation de Gösigen et celle pour l'arrêt de Mühleberg à Berne qui, malgré la pause estivale, a regroupé plus de 1000 personnes. D'autres élaborèrent deux nouvelles initiatives antinucléaires. Il aurait été certes plus fructueux de combiner, rapidement et unitairement, ces deux aspects.

A notre avis, formuler une seule initiative à partir d'une discussion menée démocratiquement lors des mobilisations aurait été préférable pour le développement d'un mouvement antinucléaire large et fort. Mais les deux initiatives — celle pour le moratoire du Comité d'action de la Suisse du Nord-Ouest contre la construction de centrales nucléaires (NWA) et celle du Parti socialiste suisse (PSS) pour un arrêt des centrales — existent. Nous les soutenons et appelons à les signer l'une et l'autre. De même, nous continuerons à participer à la construction d'un mouvement antinucléaire actif. Car chaque pas — même modeste — cause un tort important au lobby nucléaire dans la situation présente. Un succès en votation, même s'il s'agit "seulement" d'un moratoire ou d'un arrêt sans précision de date, créerait un tel climat politique que les capitaux se tourneraient vers d'autres champs plus lucratifs et politiquement moins controversés.

Nous avons transmis au PSS notre volonté d'être représentés au comité d'initiative. Le PSS, dans une lettre signée de son président Helmut Hubacher, nous a répondu négativement. Cette exclusive à notre égard est lamentable.

Voici le texte provisoire, décidé au congrès du PSS, de l'initiative pour un arrêt des centrales:

1. Art. 24 quinquies, al. 3-6 (nouveaux)
2. Aucun autre réacteur nucléaire ne peut être mis en exploitation en Suisse.
3. Les réacteurs atomiques actuellement en activité seront mis hors service aussi rapidement que possible.
4. Dans ce but, la Confédération et les cantons prennent les mesures nécessaires pour réaliser des économies d'énergie et pour remplacer l'énergie atomique par des sources d'énergie respectueuses de l'environnement. En principe, les cours d'eau non encore exploités doivent être préservés.
5. La Confédération encourage la recherche, le développement et l'utilisation d'installations productrices d'énergie décentralisées, respectueuses de l'environnement et de l'homme."

CAMPAGNE FORMATION PROFESSIONNELLE

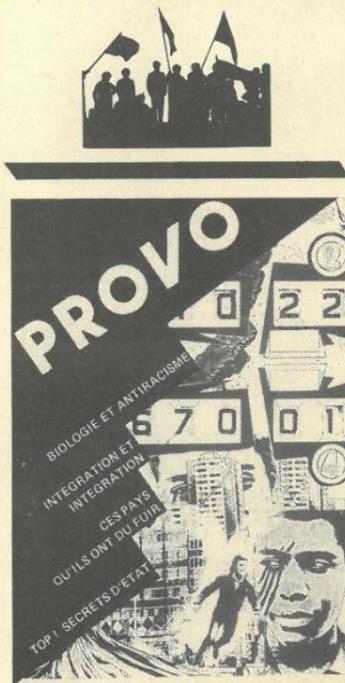
La votation est passée, mais les factures demeurent. Et, comme chacun le sait, la démocratie coûte fort cher en Helvétie. Rien que la pose d'affiches pour la votation nous revient à au moins 40'000 francs. Nous ne sommes pas financés par des officines patronales ou autres banquiers. Aussi avons-nous besoin de votre aide financière.

Versez vos dons au
CCP 80 - 31 368 Zurich
Comité d'action.

(voir nos commentaires sur le résultat des votations en p. 4).



INPRECOR, revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IV^e Internationale. En vente dans nos locaux.



PROVO, nouveau journal de la Jeunesse socialiste révolutionnaire (JSR). Ce premier numéro est entièrement consacré au racisme, à l'immigration et aux problèmes des réfugiés. On peut se procurer PROVO ou s'y abonner à l'adresse suivante:

Journal La Taupe — PROVO
case postale 858
1211 Genève 3

SOMMAIRE

EDITORIAL	
Procès de Winterthur: les yeux fermés	1
POLITIQUE	
Renoncement au nucléaire: changement de ton	3
Arrêt des centrales: Mühleberg, Beznau: stop!	3
Votation formation professionnelle: les problèmes restent	4
Vaud: le besoin est démontré	4
SOCIAL	
Mobilisation antiraciste à Berne: regrouper les forces	5
Capitalisme et crise	5
DOSSIER	
Hongrie 1956: la révolution des conseils ouvriers	6-7
Hongrie et Voix Ouvrière: des nuances à l'oubli	8
INTERNATIONAL	
Salvador: le mouvement se renforce	9
Notes internationales	9
Afrique du Sud: boycott dans l'impasse	10
A LIRE	
Billie Holiday: Lady sings the blues, autobiographie	11
L'EVENEMENT	
Pressions US sur journaux suisses: Cendrillon aux grands pieds	12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-
une année, enveloppe fermée 65.-
une année, étranger (Europe) 80.-
abonnement de soutien 100.-
abonnement d'essai (7 num.) 13.-
(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche
case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Renoncement au nucléaire:

Est-il possible de renoncer à l'énergie nucléaire? Depuis la catastrophe de Tchernobyl, le printemps dernier, le ton sur lequel le lobby nucléaire lui-même évoque cette question a changé du tout au tout. L'accident et la contamination radioactive dans toute l'Europe ont suscité tellement d'angoisse et d'indignation, que le nombre d'opposants, depuis longtemps proche de 50% de la population dans plusieurs pays, s'est trouvé brusquement multiplié. L'industrie, l'Etat et le lobby nucléaire ont senti qu'il s'en est fallu de peu pour que le nucléaire ne soit, du jour au lendemain, politiquement indéfendable. Certains milieux de la droite et de l'industrie se disent probablement qu'ils n'ont pas forcément envie de subir n'importe quel discrédit massif pour les beaux yeux des vendeurs du nucléaire.

Ce choc politique se manifeste particulièrement en Allemagne fédérale. Si des sources officielles se mettent à publier des scénarios économiques de mise hors service immédiate des centrales nucléaires et décrivent un pareil tournant comme en fait tout à fait supportable, ce n'est pas seulement pour apaiser l'opinion. C'est aussi parce que ces milieux ont besoin d'étudier des solutions pratiques pour se préparer à une éventualité devenue tout à fait possible. Pendant dix ans, même un simple moratoire de la construction de nouvelles centrales, devait, d'après eux,

Changement de ton

inévitavelmente conduire à la catastrophe économique. Le ton a changé. Des experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) n'ont-ils pas évalué qu'un accident du genre de Tchernobyl, sans forcément contaminer une aussi vaste région, pourrait se produire une fois tous les 4-5 ans dans le monde. Un deuxième Tchernobyl et l'émotion peut être telle que dans certains pays le nucléaire soit contraint politiquement à une mise hors service immédiate, de certaines centrales en tout cas.

Deux études allemandes, commandées par le gouvernement et publiées début septembre, ont fait l'événement. Ce qui a fait sensation, c'est que non seulement celle élaborée par l'Üko-Institut de Fribourg en Brisgau et le Berliner Institut für Ökologische Wirtschaftsforschung, deux institutions plutôt proches des Verts, conclue au caractère tout à fait supportable économiquement d'une mise hors service immédiate, mais également celle élaborée par le Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, institution liée à l'industrie et très conservatrice. Selon ce dernier, un arrêt du nucléaire implique: pas de coupures de courant; un recul de la croissance économique de 1%; 100'000 à 200'000 chômeurs de plus seulement; une hausse du prix du courant de 3 à 4 pfennig par kW du fait de la reconversion au charbon.

L'étude des écologistes prévoit moins de pertes de postes de travail parce qu'elle envisage un élan du développement d'énergies alternatives. Elle envisage également des conséquences moins dramatiques, ou plus faciles à prévenir, sur la pollution de l'air par le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote émis par les centrales au charbon supplémentaires (NZZ, 4 septembre 1986).

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement a malgré tout annoncé le 24 septembre qu'un abandon du nucléaire lui paraissait impossible car il dégraderait la compétitivité de l'industrie (Le Monde, 26 septembre 1986). Le SPD (Parti social démocrate) qui se découvre dans l'opposition une vocation antinucléaire toute fraîche, promet lui une mise hors service sur dix ans. Le Conseil fédéral suisse a lui aussi annoncé qu'il faisait étudier des scénarios de mise hors service du nucléaire (Tribune de Genève, 26 septembre 1986).

Il n'y a pas de raisons de penser que le mouvement antinucléaire va tout à coup faire l'économie de dures batailles à l'avenir, mais le lobby nucléaire n'est plus si sûr de gagner ou se voit contraint de réfléchir à des retraites tactiques.

Robert Lochbead



Mühleberg: des "fuites" que la direction voudrait bien cacher

D'après les responsables soviétiques, une série d'erreurs incroyables de la part du personnel de la centrale de Tchernobyl y aurait conduit à la catastrophe du 26 avril. Tellement incroyables du reste qu'on peut se demander si les officiels soviétiques n'en rajoutent pas pour se dédouaner à bon compte. Evidemment, toute la droite nucléocrate helvétique en a profité pour affirmer sur tous les tons que pareil accident serait impossible chez nous.

A Harrisburg également, des erreurs incroyables ont été commises, et ce fut presque un miracle si l'accident ne s'est pas transformé en catastrophe. Les hommes, en particulier dans les situations critiques, ne sont bien sûr jamais à l'abri d'erreurs "incroyables".

"Techniquement vieilliss"

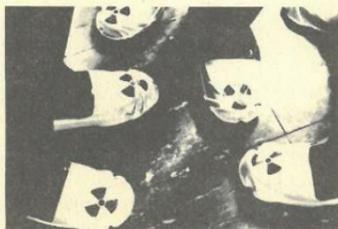
Cela est tout aussi vrai ici, même si l'on ne doute pas de la compétence et de la conscience professionnelles du personnel des centrales. Il n'existe donc pas de sécurité absolue face à un accident grave, particulièrement dévastateur dans un pays aussi peuplé que la Suisse. Et il est évident que les vieilles centrales, comme Mühleberg (entrée en fonction en 1972) et Beznau I et II (1969 et 1972), sont moins sûres que les plus récentes (cf. La Brèche, No 369, 6 septembre 1986).

Mühleberg et Beznau seraient "techniquement vieilliss" et ne satisferaient plus au standard actuel de sécurité, d'après l'ingénieur Ruedi Bühler qui s'exprimait le 28 juin dernier au congrès annuel de l'Association pour l'énergie. Il réclamait d'ailleurs la mise hors service de ces deux centrales. Julius Binder, grand défenseur de l'atome, a lui aussi avoué au Conseil des Etats l'insuffisance des systèmes de sécurité de Beznau I et II et la nécessité de les aligner sur ceux en vigueur à Leibstadt. C'est dire...

Mais le noyau dur des partisans du nucléaire s'accrochent envers et contre tout. Ils veulent continuer comme si de rien n'était, prétextant que la Suisse est dépendante de l'énergie atomique. Pourtant une expertise de l'Institut Prognos effectuée pour la République fédérale d'Allemagne démontre que le renoncement au nucléaire est possible et que cet abandon, à long terme, ne coûterait pas plus cher que le maintien de l'approvisionnement en énergie atomique. Et c'est d'autant plus faisable en Suisse vu ses ressources en énergie hydroélectrique.

Les alternatives existent

La voie du renoncement, qui passe par les économies d'énergie et les énergies alternatives, est connue et au point techniquement. La "recherche alternative" cependant n'est pas suffisante comme perspective. Par contre la revendication d'une économie d'électricité par une tarification punissant le gaspillage au lieu de l'encourager est, elle, immédiatement utile. Nécessaire également serait d'obliger les centrales électriques d'acheter le courant obtenu par le couplage force-chaleur au même prix que celui produit à Leibstadt. Dans tous les chauffages d'une certaine grandeur (usines, bureaux, bâtiments administratifs, chauffage à distance), le courant fourni par les centrales nucléaires pourrait, à moyen terme déjà, être obtenu comme "sous-produit" du chauffage par une adjonction minime de mazout.



En réalité le renoncement au nucléaire est d'abord un problème financier plutôt que technique. Des milliards d'investissements sont en cause... Comme une grande part de ces investissements proviennent de prêts, sous forme d'obligations, fournis par les salarié(e)s (en partie par les caisses de pension et les assurances), il faudra en payer les intérêts et les rembourser. Ceci ne manquera pas d'amener consommateurs et contribuables à la caisse. En comparaison avec l'étendue d'une catastrophe nucléaire, peut-être peu probable mais néanmoins possible, les coûts d'un renoncement ne sont nullement insupportables. Ainsi pour rembourser un investissement de dix milliards et ses coûts induits en dix ans, il faudrait

Pour un arrêt immédiat:

MÜHLEBERG, BEZNAU: STOP!

Dernière minute: depuis que cet article a été écrit, du nouveau s'est produit à Mühleberg. Une fuite radioactive, sous la forme de poussière jaunes, s'est dispersée dans un périmètre d'un kilomètre. Averti par la centrale, l'organe fédéral de sécurité de Würenlingen a constaté que la quantité de radioactivité échappée était mille fois plus importante qu'annoncée, bien que en dessous des seuils officiellement admis. Würenlingen a recommandé aux patrons de la centrale d'informer largement le public de l'incident. La direction de Mühleberg a refusé, prétextant que l'incident était "trop" mineur, et les employés n'ont été avertis que le 26 septembre, c'est-à-dire une semaine après. Cette dissimulation des faits est un exemple de plus de la politique de désinformation des nucléocrates!

compter, dans le cas d'une consommation annuelle de 40 milliards de kWh, avec une augmentation du prix du courant d'environ 2,5 centimes par kWh — un peu plus si la consommation recule. Or cette augmentation du prix pourrait être mise à la charge des seuls gros consommateurs par un changement tarifaire. Ces chiffres sont évidemment des estimations, mais ils montrent l'ordre de grandeur.

Début encourageant

Mühleberg et Beznau ont de loin dépassé la moitié de leur durée de vie envisagée à l'époque de leur construction. Elles sont donc amorties. Ensemble elles produisent quotidiennement moins de courant que, l'année passée, les centrales électriques durant les jours d'hiver les plus froids (c'est-à-dire lorsque la consommation intérieure était au maximum). Même les plus fanas de l'atome n'osent plus affirmer que leur production est indispensable à la Suisse. L'arrêt immédiat de Mühleberg et Beznau signifierait, en outre, que le renoncement à l'énergie nucléaire a effectivement commencé et qu'il peut être définitivement atteint avant l'an 2000.

Certes, un tel début poserait des problèmes comme, par exemple, la péréquation des charges pour les centrales concernées, le remplacement du chauffage à distance, etc. Mais ces problèmes ont des solutions. C'est pourquoi nous mettons la proposition en discussion: arrêtons tout de suite Mühleberg et Beznau.

Josef Steiger

Votation sur l'initiative formation professionnelle:

LES PROBLÈMES RESTENT

"Aujourd'hui, un quarteron d'extrémistes de gauche (...) veut démolir notre système de formation professionnelle pour lui substituer la lourde intervention d'un Etat qui serait chargé de former des apprentis dans des ateliers publics". (Comité romand contre la démolition du système de formation professionnelle). Voilà dans quels termes toute la droite bourgeoise et patronale a voulu situer le débat sur notre initiative. Elle se réjouit bruyamment du résultat du 28 septembre: 18,4% de oui contre 81,6%.

De Comité contre la démolition du système de formation professionnelle en encarts apocalyptiques prédisant un sombre avenir en cas d'acceptation, les adversaires de l'initiative n'ont pas lésiné sur les "arguments" massue. Et sur une véritable désinformation évacuant le débat de fond.

Désinformation

Le ban et l'arrière ban de la droite patronale a brandi la menace de l'étatisation, du coût "exorbitant" et des tentations marxistes dans un seul but: éviter une discussion réelle et publique sur les abus actuels dans le domaine, sur les nombreux manques du système en vigueur. Pour se faire, ils ont focalisé la polémique plus sur le PSO que sur les postulats de l'initiative. Ou bien alors, ils les ont faussés grossièrement. Le coût par exemple. Comme nous l'avons montré à plusieurs reprises dans ces colonnes, la facture de 2,1 milliards plus 665 millions annuels se serait montée en réalité à 800 millions de francs par année.

La "menace d'étatisation ensuite. Le Conseil fédéral, dans son message télévisé avant les votations, a tout simplement prétendu que l'acceptation de l'initiative signifierait l'étatisation de toute la formation professionnelle. Idem du côté des patrons. Le *Journal des Associations patronales* (18 septembre 1986) écrivait entre autres: "Les auteurs de l'initiative, récusant les principes essentiels de notre Etat, voient dans l'étatisation de la formation professionnelle un premier pas vers la mise en place d'une société de type marxiste."

En maintenant le débat sur ce terrain, la droite évitait ainsi de

devoir répondre aux vrais problèmes de l'apprentissage de maîtrise et du recyclage professionnel. Ce n'est certes pas nouveau dans le débat "démocratique" helvétique.

Vieilles rengaines

Systématiquement, lors de votations sur des initiatives progressistes,

ENTRE 15% ET 25%

Voici, à titre de comparaison, les résultats en pourcent de huit initiatives progressistes votées au cours de la dernière décennie. Comme on peut le constater, le taux de réponse positive se situe dans une fourchette variant entre 15% et 25%.

Date	Objet	Non	Oui	Part.
3.12.72	Pensions populaires	83,4	16,6	51,2
8.12.74	Meilleure ass. maladie	72,4	27,6	40,0
5.12.76	40 heures	78,0	22,0	44,7
26. 2.78	Retraite à 60 ans	79,9	20,1	47,8
5. 4.81	Etre solidaire	83,8	16,2	39,5
20. 5.84	Secret bancaire	73,0	27,0	41,9
2.12.84	Protection maternité	84,2	15,8	37,0
28. 9.86	Formation prof.	81,6	18,4	34,0

(voir encart) on brandit ce type d'arguments: une charge financière insupportable et le fantôme de l'étatisation galopante. Systématiquement, la droite bourgeoise évacue de la sorte le débat de fond. Mais les problèmes abordés, eux ne disparaissent pas pour autant.

On l'a vu en 1972 à l'occasion du vote sur l'initiative du Parti du travail pour des pensions populaires. La droite avait également crié à l'étatisation et au coût prohibitif. Elle avait promis que le 2^{ème} pilier (la prévoyance professionnelle) per-

mettrait toutes les améliorations souhaitables. Aujourd'hui on sait: le 2^{ème} pilier est une vaste escroquerie et nombre de personnes âgées ont toutes les peines du monde à joindre les deux bouts. On l'a à nouveau constaté en 1976 lorsque l'initiative POCH/PSA/LMR pour les 40 heures subissait le verdict des urnes. Une fois de plus, criaileries de la bourgeoisie et de ses porte-paroles; une fois de plus promesses mensongères comme quoi les 40 heures seront réalisées plus facilement par le biais des conventions collectives. Combien de conventions collectives garantissent-elles maintenant les 40 heures? Dix ans après, la moyenne du temps de travail reste à 44,5 heures!

Dans le cas de la votations du 28 septembre, les mêmes promesses hypocrites furent utilisées. La loi actuelle a fait ses preuves et permettra les ajustements nécessaires, ont prétendu les adversaires. On jugera dans cinq ans, dans dix ans, dans quelle mesure ces "ajustements" seront capables de répondre aux nouvelles technologies, par exemple. Celles qui transforment toute l'organisation du travail, des bureaux aux magasins et aux ateliers, modifiant du coup les qualifications professionnelles acquises. On verra qu'à nouveau la droite bourgeoise a trompé les salarié(e)s. Mais cette arrogance patronale repose sur un fait malheureusement bien réel: un rapport de force social en sa faveur et qui l'autorise à toutes les attaques, tant sur le plan législatif qu'au niveau des entreprises ou des négociations conventionnelles.

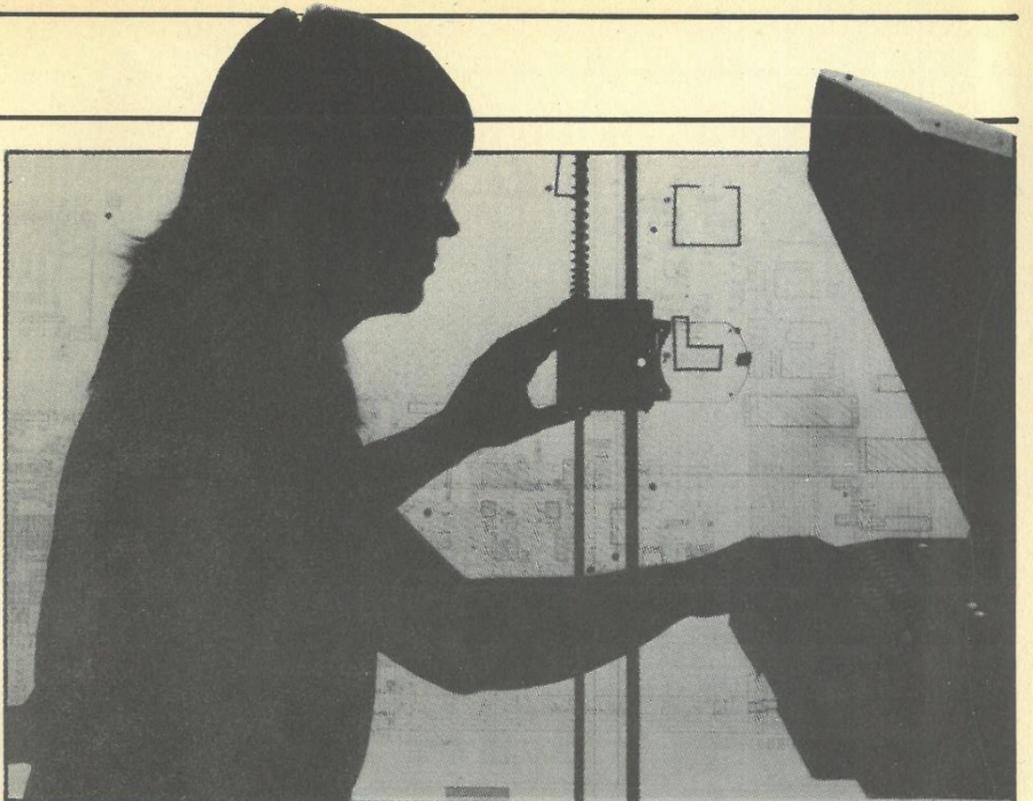
Des résultats

Malgré ce contexte globalement défavorable, malgré la campagne grossièrement alarmiste, l'initiative a réalisé des résultats positifs. Ainsi dans plusieurs quartiers traditionnellement ouvriers de Zurich et de Bâle, l'initiative réussit à dépasser les 45% de oui. Bons résultats également dans la plupart des cantons ayant connu des votations locales sur le même sujet et ayant donc eu

le "temps" d'en discuter plus à fond: Bâle-Ville (28,8% de oui), Tessin (27,3%), Zurich (23%). Relevons encore le 24,6% de oui de Genève, le meilleur score romand. Ces résultats, ainsi que les 262'000 personnes s'étant prononcées en faveur de l'initiative, montrent clairement que les problèmes touchés - la garantie d'une formation professionnelle de qualité et la création de possibilités de recyclage - existent bel et bien. Là où les gens y sont confrontés et ont eu la possibilité d'en débattre, les résultats sont meilleurs. Comment répondront les opposants aux besoins de ces centaines de milliers de personnes? Enfin, notre initiative a permis de relancer la discussion sur des thèmes qui, depuis la votation de 1978 (le référendum de l'USS contre l'actuelle loi sur la formation professionnelle), étaient complètement sorti de l'actualité.

Bien sûr la droite annonce déjà la couleur. Invoquant le refus de l'initiative, elle espère bloquer toutes tentatives d'amélioration. En témoigne la FAN avec son commentaire du 29 septembre: "Après ce plébiscite de la formation professionnelle actuelle, l'USS peut remettre son projet d'apprentissage en trois phases et les espoirs qu'elle nourrissait auprès de la Confédération. Une telle majorité signifie que le peuple suisse est satisfait de notre système d'apprentissage. Souhaitons que l'on retienne la leçon sous la coupole." Mais, n'en déplaise aux porte-paroles patronaux, ce ne sera pas aussi facile. Notre initiative, avec ses revendications avancées, a mis le doigt sur des questions qui ne disparaîtront pas de si tôt. Les commentateurs les plus sérieux en conviennent d'ailleurs. (cf. le *Tages-Anzeiger* du 29 septembre).

P. Girardet



Votation dans le canton de Vaud
Droit au recyclage:

LE BESOIN EST DÉMONTRÉ

Dans le canton de Vaud, l'initiative cantonale Pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois était également soumise au vote le 27 et 28 septembre. Soutenue lors de son lancement que par le PSO, elle avait obtenu pour la votation l'appui de l'ensemble de la gauche politique et syndicale.

Elle recueille 23% des voix, soit 2% de plus que ce que récolte dans le canton de Vaud l'initiative fédérale Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

Il faut remarquer les résultats intéressants que l'initiative Pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois obtient dans les principales agglomérations du canton de Vaud ainsi que dans les régions qui sont confrontées au problème de la survie de leur tissu industriel. Dans ces cas-là, l'initiative avoisine ou dépasse les 30%. Citons en vrac les résultats de Lausanne: 31,5% (avec dans quelques quartiers ouvriers plus de 40% de oui); Renens: 34,3%; Chavannes: 34,4%; Prilly: 28,1%; Nyon: 30,1%; Le Chenit: 28,5%; Yverdon: 27,5%; Ste-Croix: 28,1%; Vallorbe: 29,4%; Vevey: 28,5% ou Bex: 29,5%.

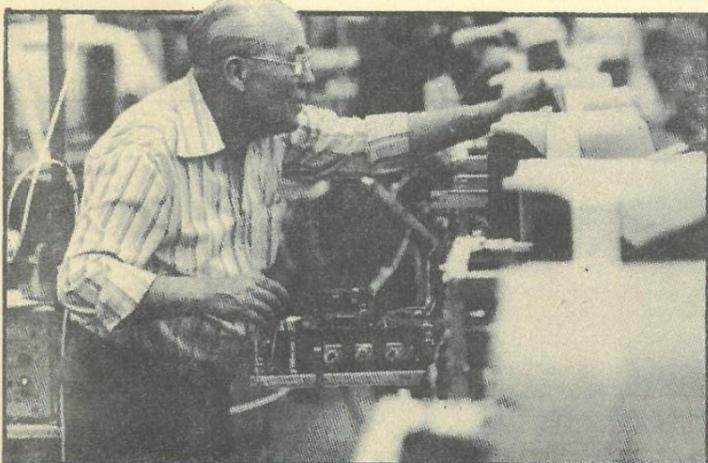
Ces résultats montrent que les propositions de l'initiative ont rencontré un écho réel (même s'il est encore minoritaire) auprès des salariés qui sont plus directement confrontés aux conséquences des restructurations

patronales et des mutations technologiques.

Comme pour l'initiative fédérale, les opposants à l'initiative Pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois ont mené une campagne peu respectueuse des règles élémentaires du débat démocratique en substituant au débat d'idées les anathèmes idéologiques contre le PSO. Cette initiative qui demandait notamment la mise sur pied de cours de recyclage, ou l'annonce trois mois à l'avance des licenciements a ainsi été accusée de viser une "étatisation du marché du travail" ou de "menacer les relations entre travailleurs et patrons".

Pourtant, les vrais problèmes que voulait soulever l'initiative restent entier. Quelques jours avant la votation, l'entreprise HPI à Yverdon annonçait l'introduction du chômage partiel, et laissait clairement planer la menace d'éventuels licenciements dans le futur. Le problème du recyclage professionnel n'a également reçu aucune réponse satisfaisante. L'Initiative Pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois a permis de sensibiliser de nombreux salariés à la nécessité de défendre un certain nombre de droits collectifs pour faire face aux conséquences des restructurations. C'est un combat qui devra se poursuivre sous d'autres formes maintenant.

Jean-François Marquis



Le recyclage: un problème qui reste entier!

Mobilisation antiraciste à Berne:

Regrouper les forces



Sur la Place fédérale, samedi 27 septembre, le rassemblement antiraciste

Samedi 27 septembre, le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS) tenait à Berne sa première manifestation nationale. Les formes choisies pour cette apparition étaient à l'image de la volonté des artisans du MODS de stimuler de nouveaux comportements politiques, d'encourager contacts et débats. La Place fédérale était occupée par un vaste forum où se sont rassemblés tous ceux qu'a mobilisés l'appel à une autre Suisse.

Cinq mille personnes certainement se sont rendues sur la Place fédérale et ont participé à cette journée antiraciste — première manifestation nationale sur ce sujet depuis des années.

Qu'est-ce que le MODS ?

Créé le 13 juin dernier à l'occasion d'une manifestation symbolique au poste frontière des Verrières, le MODS témoignait à cette occasion en faveur d'une Suisse qui ouvre ses frontières; d'une autre Suisse qui rende impossible d'en expulser les hommes, les femmes et les enfants en quête d'un refuge. A l'origine de ce "mouvement", une poignée de militants issus de différents horizons, rarement membres d'organisations politiques, souvent convaincus de la nécessité d'insuffler une nouvelle vie à la gauche. Convaincus également de la disponibilité de nombreuses personnes à rassembler leurs forces autour d'un tel projet. Le trait d'union entre ces personnes sera une charte à laquelle chacun est invité à adhérer.

Si cette charte attire à elle tant de personnes faut-il penser qu'elle propose une démarche idéaliste pure? Absolument pas. Nous touchons ici aux deux problèmes que manifeste et révèle — dans une certaine mesure — le MODS.

Quels sont les thèmes, les axes de cette Charte? Elle se présente — à juste titre — comme la matrice d'un projet général de rassemblement de toutes les volontés de résistance. Elle se limite à une question, essentielle pour définir toute politique d'opposition sociale en Suisse qui est celle des rapports de la Suisse avec le reste du monde.

Pour une jonction consciente entre les partisans de réformes sociales, l'intégration au mouvement de transformation sociale des travailleurs étrangers habitant en Suisse, pour la protection des réfugiés face à la politique internationale des gnômes de Zurich et de leurs hommes de main au gouvernement, pour une politique internationale alternative qui restitue aux peuples spoliés leur richesse et leur dignité.

Voilà en quelques lignes le contenu de la Charte 86.

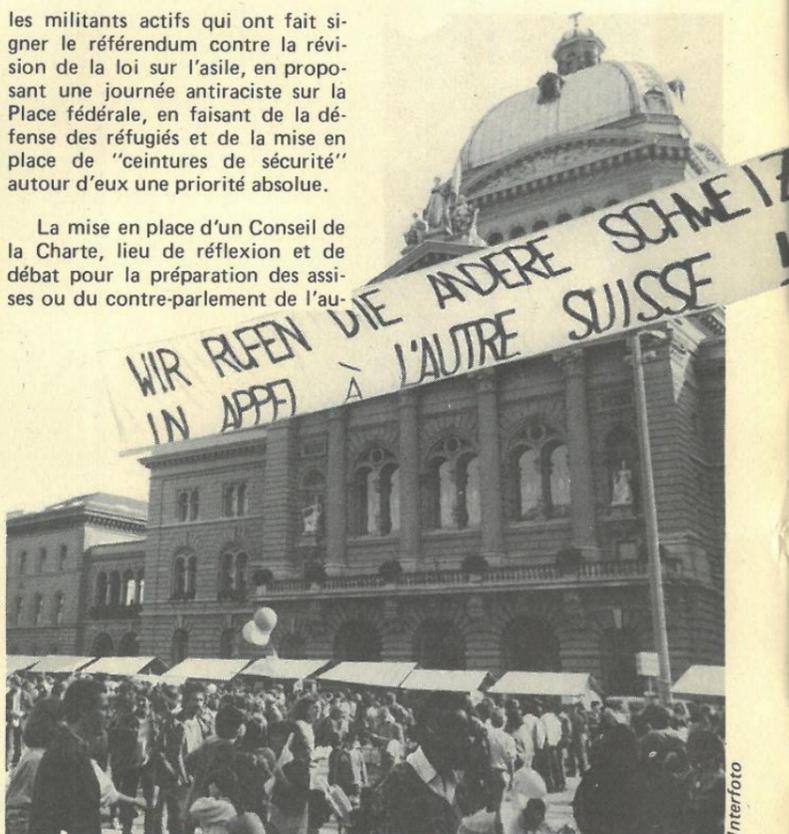
Un lieu de réflexion

Si nous pensons bien que ces idées générales constituent les charnières d'une opposition politique, leur actualité aujourd'hui rend-elle effectivement possible d'animer une constellation de forces, de personnes leur consacrant leurs activités? Là encore, nous devons le constater, oui! Parce que c'est la réalité elle-même qui s'est chargée de mettre cette question au cœur de la vie politique de ce pays. Ne voyons-nous pas le gouvernement, l'administration, s'acharner contre quelques milliers de réfugiés qui ont cru à l'image de propagande que la Suisse vend dans leurs pays, alors même qu'elle les ruine. S'acharner contre ces réfugiés avec la même énergie qu'elle déploie à conserver le marché mondial inégalitaire qui est la source de leurs misères? Ce processus se développe en même temps que, pour la première fois depuis des dizaines d'années, la combinaison entre la crise sociale et l'absence de réaction de la gauche traditionnelle donne à nouveau naissance à une extrême droite antisociale et à un désarroi raciste parmi les salarié(e)s?

C'est une même démarche que soutient le MODS en rassemblant

les militants actifs qui ont fait signer le référendum contre la révision de la loi sur l'asile, en proposant une journée antiraciste sur la Place fédérale, en faisant de la défense des réfugiés et de la mise en place de "ceintures de sécurité" autour d'eux une priorité absolue.

La mise en place d'un Conseil de la Charte, lieu de réflexion et de débat pour la préparation des assises ou du contre-parlement de l'au-



tre Suisse, c'est aussi l'expression de cette même volonté de riposte.

Plusieurs difficultés

Mais si nous estimons que l'espace existe pour une telle alternative en Suisse, elle se heurte à plusieurs difficultés.

Les militant(e)s qui ont senti la possibilité d'une convergence comme le MODS ont eu le grand mérite d'avoir saisi une opportunité et une potentialité. Approchant rapidement ce large public peu organisé, et peu satisfait par les organisations de la gauche à la gauche du Parti socialiste, les animateurs du MODS ont subi dans une certaine mesure "l'effet Narcisse". Cette couche d'individus existe bel et bien, mais elle ne suffit pas. Il est indispensable que les organisations rejoignent loyalement ce processus, que leurs militants participent activement à cette expérience.

En effet ces organisations représentent un capital d'expériences, une certaine masse critique. Qu'elles se mettent en mouvement et elles dynamisent ce processus. Qu'elles l'ignorent et elles le freinent!

En outre, les animateurs ont trouvé, du fait de leur adéquation avec un terrain politique se mettant en mouvement, les moyens d'entrer en contact avec cette couche d'individus. D'une certaine manière, ils ont ainsi anticipé sur un débat que mènent aujourd'hui des organisations de gauche sur les conditions

de l'activité politique en Suisse. Ils ont établi qu'existe effectivement une telle couche de gens actifs et, risquons le mot, internationalistes. Mais, les forces propres du MODS ne lui permettent pas d'organiser à lui seul ce qui, dès lors, risque de se réduire.

Autre problème. Ce décalage entre la mise en mouvement d'une partie de la base de la Suisse ouverte démocratique et solidaire et la participation de nombreux militants de la gauche radicale susceptible de se reconnaître dans ce projet, qui est toutefois en avance sur leur propre réflexion ou celle de leurs organisations, peut entraîner une incompréhension réciproque entre ces deux courants. Enfin, dans la mesure où les différents "gauches" à la gauche de la gauche" n'ont pas encore trouvé les termes d'une collaboration qui garantisse et la discussion la plus libre, et une participation libérée des tentations à mener des politiques d'appareil à courte vue, une autre source d'ambiguïté se révèle: qui donc est pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire?

Nous ne pensons pas que le MODS doive instituer une quelconque exclusive. Mais il est probable que, selon que les secteurs les plus dynamiques, les plus inventifs et les plus déterminés trouvent ou non les voies de la collaboration, les possibilités pratiques de rassembler ce MODS peuvent varier considérablement.

Paul Rochat

CAPITALISME ET CRISE

ETATS-UNIS

LECTURE DIFFICILE...

Les Etats-Unis possèdent le plus haut pourcentage d'analphabétisme de base au monde. Nombre de jeunes adultes ne savent ni lire une carte routière, ni déchiffrer une table d'horaires d'autobus. Des tests menés récemment, pour une étude gouvernementale intitulée "Alphabétisme: profil des jeunes adultes en Amérique", indiquent que 6 o/o des testés sont incapables de lire comme un élève de primaire, 20 o/o n'atteignent pas le niveau de lecture d'un élève de secondaire et 38 o/o ne peuvent lire comme un élève de terminal. Parmi les testés, 43 o/o ne savent pas lire une carte routière et 20 o/o restent sans moyen devant un horaire d'autobus.

En 1979, le Bureau des statistiques estimait à moins de

0,5 o/o le nombre d'adultes analphabètes. Depuis, la révolution reaganienne est passée par là... William Bennett, secrétaire à l'Education, au vu de ces résultats, s'est écrié: "Pour les 263 milliards que les Etats-Unis ont consacrés à l'éducation l'année dernière, nous devrions pouvoir faire mieux." Mais en bon Américain optimiste, il a ajouté: "Les Etats-Unis ne sont pas plongés dans l'analphabétisme, mais la plupart de nos jeunes ne sont pas très éduqués." Ben tiens! Aux prochaines élections, ils mettront des croix sur les bulletins de vote.

... ET PAUVRETÉ

Toujours aux Etats-Unis, le Census Bureau, l'organisme officiel des statistiques, établit dans son rapport annuel que 33 mil-

lions d'Américains, soit 14 o/o de la population, ont eu en 1985 des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté. Ce taux de pauvreté est exactement au même niveau que lors de l'accession de Reagan à la Maison Blanche. Ainsi, malgré les trois ans de redressement économique tant vantés par les parangons du libéralisme, il semblerait que tous n'en ont pas profité de la même manière.

Le confirment aussi les constatations du sénateur démocrate Patrick Moynihan, spécialiste des problèmes de la famille, qui estime que, au cours des seize dernières années, les revenus des foyers américains n'ont, en termes relatifs, pas augmenté. Bref, au pays de Miss Liberty, les riches s'enrichissent tandis que les pauvres restent pauvres.

Burke

C'est dans les rues de Budapest que le XX^{ème} congrès du Parti communiste soviétique (PCUS) eut ses répercussions les plus dramatiques. Espérant sauvegarder l'essentiel du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie en jetant Staline et ses crimes à la vindicte populaire, Krouchtchev favorisa l'explosion de tensions à l'oeuvre depuis plusieurs années dans les Démocraties populaires.

En prônant les "voies nationales" et parlementaires vers le socialisme, Krouchtchev espérait garantir le *statu quo* international dont l'URSS avait besoin pour affronter ses problèmes internes.

En fait, dans les démocraties populaires, elles vont être à la base du rejet de la domination soviétique tout comme la dénonciation de Staline entraînera le déboulonnage des dictateurs locaux.

Les bureaucraties locales étaient soumises aux mêmes pressions qui s'exerçaient sur les dirigeants du Kremlin, auxquelles s'ajoutait une dimension nationale qui s'exprimait dans le sentiment anti-russe des populations d'une part et, de l'autre, l'apparition de courants communistes "nationaux" libéraux aux sommets des partis communistes.

LA POLOGNE ET LA HONGRIE APRÈS LE XX^{ème} CONGRÈS

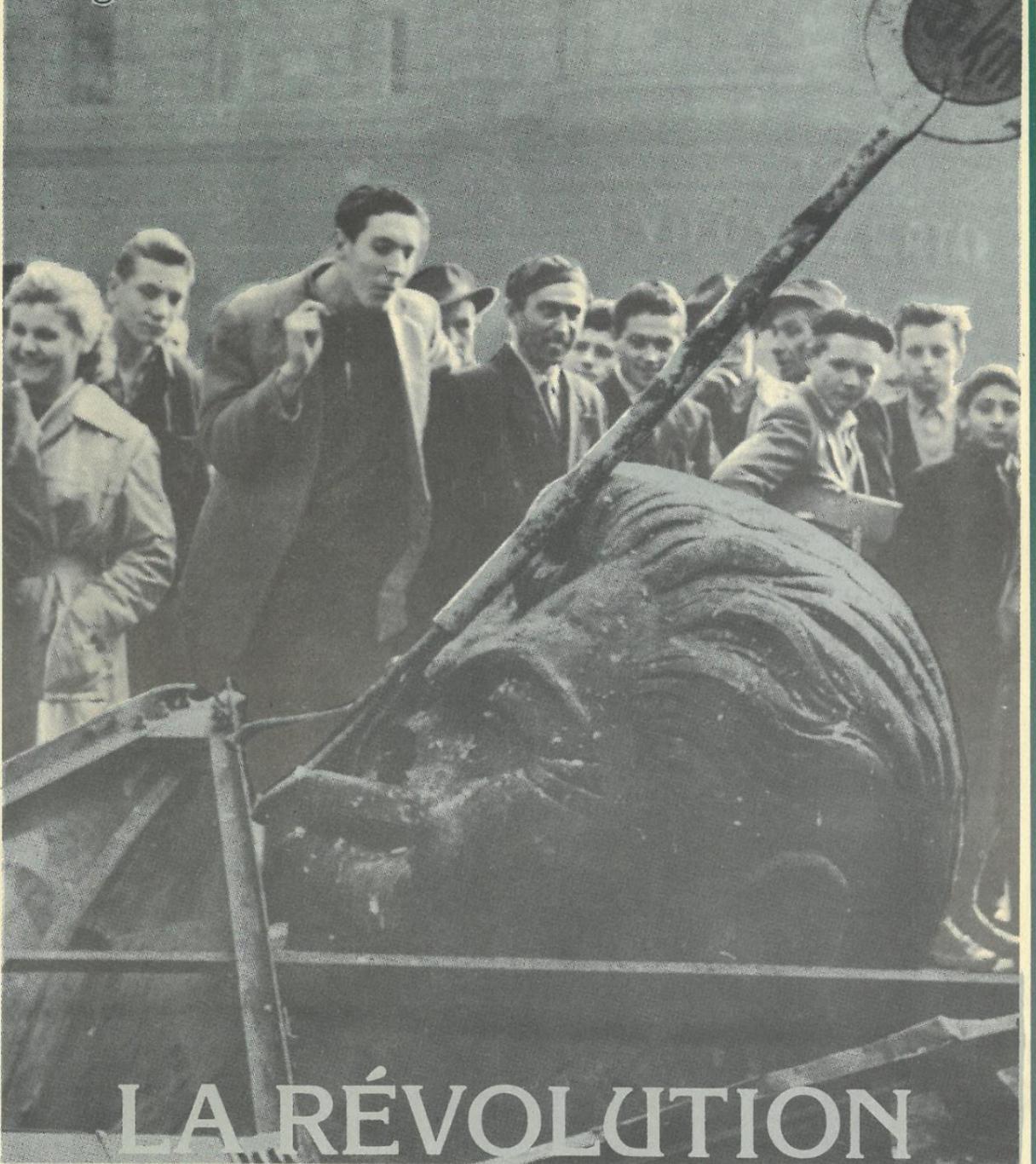
Les premières secousses se firent sentir en juin 1956 en Pologne. Prenant au sérieux les déclarations du XX^{ème} congrès sur la libéralisation, les ouvriers polonais descendirent dans la rue à Poznan pour faire connaître leur mécontentement et leurs exigences. Le POUP (Parti communiste polonais) envoya alors la milice qui tua plusieurs dizaines d'ouvriers. Ces événements déclenchèrent un profond débat au sein du Parti communiste polonais, au cours duquel une aile libérale, dirigée par Gomulka, s'opposa aux staliniens et lança la bataille pour la direction du parti. Mais si les Soviétiques étaient favorables à un petit ménage aux sommets des PC, ils ne voulaient surtout pas de bouleversements qui porteraient au pouvoir des hommes trop soumis aux pressions nationales. Pourtant, malgré la présence des principaux chefs du Kremlin à sa réunion de la mi-octobre, le comité central du POUP élit Gomulka secrétaire général. Une décision qui fut ressentie comme un premier pas vers l'émancipation de la tutelle soviétique. Et pas seulement à Varsovie. C'est pour saluer la victoire des polonais que fut convoquée le 23 octobre, à Budapest, la manifestation qui déclencha la révolution hongroise.

LE CERCLE PETÖFI

Les intellectuels hongrois n'avaient attendu ni le XX^{ème} congrès, ni les événements polonais pour secouer le carcan imposé par les staliniens locaux, Rakosi et Geroe, à la vie culturelle du pays. A la fin 1955, plusieurs écrivains communistes critiques (Gyula Hay, Tibor Déry, Tamas Aczel, le philosophe Georg Lukacs) avaient créé le Cercle Petöfi¹ qui s'affirma très vite comme un centre actif de contestation. En décembre, 67 écrivains signaient un memorandum au Comité central exigeant la liberté totale de la culture. Le XX^{ème} congrès trouva dans le Cercle Petöfi une puissante caisse de résonance et contribua à politiser ses débats.

Au printemps 1956, les réunions se multiplièrent devant des auditoires toujours plus nombreux (plusieurs milliers de personnes). La réhabilitation du communiste L. Rajk² était réclamée. Désormais en opposition frontale à Rakosi, les intellectuels plaçaient leurs espoirs dans des dirigeants communistes comme Imre Nagy ou Janos Kadar, qui avaient dirigé la lutte du PC hongrois contre la dictature fasciste de Horthy et avaient été mis à l'écart en 1945 par Rakosi et Geroe amenés de Moscou par les chars soviétiques³. La critique des petöfistes portait désormais sur toute la politique du régime: la collectivisation des campagnes et les livraisons forcées de produits par les paysans, la priorité à l'industrie lourde sur le modèle soviétique, la suppression des opposants en 1948 et la répression des militants communistes de longue date lors des procès de 1952, la russification forcée de la culture et de l'enseignement...

Hongrie 1956:



LA RÉVOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS

Il y a trente ans, la révolution des conseils ouvriers commençait en Hongrie. Grèves, manifestations se succéderont rapidement à Budapest et dans tout le pays. Effrayée par l'ampleur de la révolte, la bureaucratie soviétique enverra ses troupes "rétablir l'ordre". La répression accusera un lourd bilan.

Dans le premier article du dossier que nous publions ci-dessous, Anna Liberà rappelle et explique la dimension et la dynamique du mouvement de masse qui ébranla la Hongrie à l'automne de 1956. Le deuxième article (voir en page 8) est consacré à la façon dont la Voix Ouvrière, l'organe du Parti du Travail suisse, commentait les événements.



La manifestation du 23 octobre 1956 à Budapest. Point de départ de la révolution hongroise

Les émeutes de Poznan radicalisèrent encore l'opposition intellectuelle face à laquelle Rakosi ne pouvait apporter qu'une réponse, la répression. Le 30 juin, le CC interdit le Cercle Petöfi et exclut plusieurs écrivains du parti. Plus lucides, les dirigeants soviétiques comprirent que la répression ne pourrait calmer un mécontentement accumulé depuis des années et qui risquait d'éclater de façon incontrôlable si on ne faisait pas quelques concessions. Envoyés à Budapest, Mikoyan et Souslov choisirent de liquider Rakosi, par trop impopulaire, et de le remplacer par Geroe, son fidèle lieutenant. Cette mesure annula l'effet positif qu'aurait pu avoir la décision d'intégrer des hommes comme Kadar au CC. Elle ne permit pas de regagner la confiance des intellectuels qui poursuivirent leur agitation, rejoints bientôt par les étudiants. On put prendre la mesure de la popularité des petöfistes le 6 octobre, lors des funérailles de Rajk (réhabilité par les autorités). Plus de 300.000 personnes, dont des milliers d'ouvriers qui avaient fait grève, rendirent hommage au dirigeant communiste liquidé par les staliniens.

Les intellectuels hongrois étaient donc prêts à accueillir la victoire des Polonais un peu comme la leur et à y voir un encouragement à poursuivre la lutte.

LA MANIFESTATION DU 23 OCTOBRE ET LA PREMIÈRE INTERVENTION SOVIÉTIQUE

Le Cercle Petöfi appela à une manifestation pour le 23 octobre en solidarité avec les Polonais, sans se douter

qu'il allait donner le coup d'envoi de la révolution hongroise. Soutenu par les étudiants et la Jeunesse Communiste, ce fut le premier grand rassemblement antistalinien: portraits de Lénine en tête, la foule dénonçait les crimes de Rakosi et consorts et réclamait un socialisme démocratique.

Vers 18 heures, un tournant décisif s'opéra: sortant de leurs usines, les ouvriers rejoignirent en masse la manifestation. Ils ne reprendront le travail qu'un mois plus tard. Devant le Parlement, la foule réclamait Nagy, mais c'est Geroe qui parla pour rejeter toutes les exigences des manifestants. Deux cortèges se formèrent alors. L'un se rendit vers l'énorme statue de Staline qui fut abattue symboliquement. L'autre se rendit vers l'immeuble de la radio protégé par les flics détestés de l'AVH qui tuèrent trois manifestants. Ce fut le début de l'insurrection. L'armée hongroise envoyée pour rétablir l'ordre se solidarisa — soldats et officiers mélangés — avec les manifestants et leur fournit les armes (le colonel Pal Maletter sera un des principaux dirigeants de l'insurrection). Ainsi, en l'espace de quelques heures, les rapports de force se dessinèrent clairement dans le pays: d'un côté la masse des ouvriers, des paysans, des employés, des intellectuels et des travailleurs sous l'uniforme, de l'autre l'appareil du PC et la police politique, l'AVH. Ces derniers n'avaient plus qu'un recours: dans la nuit du 23 au 24 octobre, ils demandèrent l'intervention des troupes soviétiques stationnées en Hongrie.

Le CC fit aussi appel à Nagy pour former le nouveau gouvernement. Cette mesure ne calma pas les insurgés car Geroe restait Secrétaire du parti. Malgré la présence de l'armée soviétique, la foule se rassembla devant le Parlement le 24 au matin pour exiger le départ de Geroe. Les chars russes tirèrent et laissèrent plus de 300 cadavres sur le pavé. Des combats sanglants furent livrés dans tous les quartiers ouvriers de la capitale. En province, la situation était plus favorable aux insurgés. Dans plusieurs centres industriels, des Conseils ouvriers se formèrent, prirent le contrôle de la situation et se centralisèrent au niveau de la ville (Miskolc) ou de la région (Borsod).

LA GÉNÉRALISATION DES CONSEILS OUVRIERS

Il apparaît en effet que les ouvriers hongrois qui avaient pris la tête de la résistance nationale contre l'armée étrangère entendaient mener cette résistance avec leurs armes de classe: la grève et l'auto-organisation. Après le massacre de Budapest, un tract est distribué dans toute la ville: "Nous appelons tous les Hongrois à la grève générale. Tant que le gouvernement ne satisfait pas nos revendications, tant que les assassins ne sont pas appelés à rendre des comptes, nous répondrons au gouvernement par la grève générale. Vive le nouveau gouvernement sous la direction d'Imre Nagy!" Cette conclusion peut paraître contradictoire. Elle exprime en fait la confiance conditionnelle que les ouvriers accordaient à Nagy: oui à un gouvernement Nagy, à condition qu'il chasse les staliniens et donne satisfaction aux insurgés.

Comme en province, les ouvriers de Budapest élurent leurs conseils ouvriers dans toutes les usines. Le caractère essentiellement ouvrier de la résistance n'empêcha pas les Soviétiques et les staliniens du monde entier de dénoncer "l'insurrection fasciste" (cf. notre article en page suivante). Mais les mots d'ordre des insurgés étaient sans ambiguïté: les usines aux ouvriers, la terre aux paysans. Non au retour des anciens propriétaires, mais non aussi à la mainmise de l'appareil du parti sur la propriété collective (cf. encart "31 octobre").

31 octobre:

REVENDEICATIONS DES CONSEILS OUVRIERS DES USINES DE BUDAPEST

Réunis le 31 octobre, les délégués des conseils ouvriers de plusieurs dizaines d'usines de Budapest adoptèrent la plateforme suivante:

1. L'usine appartient aux ouvriers. Ceux-ci doivent payer à l'Etat un impôt calculé sur la base de la masse produite et d'une partie des profits.
2. L'organe suprême de contrôle de l'usine est le conseil ouvrier démocratiquement élu par les travailleurs.
3. Le conseil ouvrier élit son propre comité exécutif, composé d'entre trois et neuf membres, et qui agit en qualité d'organe exécutif du conseil ouvrier, exécutant les décisions et les tâches que celui-ci lui assigne.
4. Le directeur est employé par l'usine. Le directeur et les employés de rang le plus élevé doivent être élus par le conseil ouvrier. Cette élection aura lieu à l'issue d'une assemblée générale ouverte à tous, convoquée par le comité exécutif.
5. Le directeur est responsable devant le conseil ouvrier pour toute affaire concernant l'usine.
6. Le conseil ouvrier lui-même se réserve le droit de:
 - a) approuver et ratifier toute décision concernant l'usine;
 - b) décider le niveau des salaires de base et les méthodes par lesquelles il convient de les fixer;
 - c) prendre toutes les décisions concernant les contrats étrangers.
7. De la même façon, le conseil ouvrier résout tous les conflits concernant l'emploi et le licenciement de tous les travailleurs employés dans l'entreprise.
8. Le conseil ouvrier a le droit d'examiner les bilans et de décider de l'usage auquel les profits doivent être affectés.
9. Le conseil ouvrier traite toutes les questions sociales de l'usine.

LE PC STALINIEN VOLE EN ÉCLATS

C'est bien ce caractère prolétarien de la révolte qui fit totalement voler en éclats le parti stalinien qui se prétendait le "parti de la classe ouvrière". La base ouvrière du parti n'avait eu aucune hésitation: dès la première heure, les ouvriers communistes étaient à la tête de l'insurrection, beaucoup formèrent les cadres des conseils. La rupture se poursuivit au sein même de l'appareil jusqu'au sommet. Dès le 25 octobre Geroe fut sacrifié et remplacé par Janos Kadar. Quelques jours plus tard, les staliniens furent chassés du gouvernement Nagy dans lequel entrèrent des représentants des insurgés (Pal Maletter à la Défense, Lukacs à la culture) et des représentants des partis démocratiques. Nagy se rangea dès lors totalement du côté des insurgés: il reconnut les conseils, annonça la formation d'une nouvelle milice ouvrière, le retrait des troupes russes, puis le retrait unilatéral de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

La désintégration de l'appareil stalinien fut alors totale. Le CC s'autodissout et les communistes libéraux annoncèrent la formation d'un nouveau parti, le Parti Socialiste Ouvrier dont "seuls pourront être membres ceux qui ne portent aucune responsabilité dans les crimes du passé" (Kadar).

4 NOVEMBRE:

LA SECONDE INTERVENTION SOVIÉTIQUE



La dissolution de l'appareil du parti et la décision de sortir du Pacte de Varsovie sonnèrent l'alarme pour les Soviétiques qui se trouvaient désormais privés de tout appui dans le pays. Les ouvriers hongrois s'approprièrent le vide institutionnel par leurs organes, les Conseils ouvriers. Les Soviétiques les prirent de cours en envoyant à nouveau leurs chars. Cette fois-ci, la répression fut massive. La résistance armée héroïque des Hongrois ne pouvait espérer venir à bout d'une puissante armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes appuyés par les chars et l'aviation. Il fallut une semaine pour venir à bout de la résistance.

Mais si les Soviétiques avaient désarmé les Hongrois, ils n'avaient pas fait reprendre le travail aux ouvriers. La grève restait totale et les conseils se renforçaient et se centralisaient. A la répression, il fallait substituer une manœuvre politique. Janos Kadar en fut le principal instrument.

Le 4 novembre, on avait appris que les troupes soviétiques avaient été appelées par un "gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan" dirigé par Kadar. On peut épiloguer longtemps sur les raisons qui ont poussé cet homme, acteur jusqu'au 4 novembre de la lutte antistalinienne, à se mettre au service des Soviétiques. Il était l'homme dont ceux-ci avaient besoin: aux yeux des masses, il était identifié à la lutte contre Rakosi-Geroe, mais il était pour le rétablissement de l'ordre et le retour du pouvoir à un parti renoué. S'il ne réussissait pas immédiatement à gagner la confiance des Conseils ouvriers, il sèmerait au moins la confusion dans leurs rangs.

Avec le 4 novembre commença une nouvelle phase, défensive, de la révolution hongroise. Battus militairement, les ouvriers ne s'estimaient pas vaincus. Ils savaient que leur pouvoir était dans l'usine et dans la grève, et ils décidèrent alors de renforcer et de centraliser leurs conseils pour négocier avec Kadar et tenter d'imposer leur participation au pouvoir.

LE CONSEIL DU GRAND BUDAPEST FACE À KADAR

Les 11/12 novembre naissait le Conseil central du Grand Budapest, regroupant toutes les usines de la capitale et quelques unes de province (mais pas suffisamment pour affirmer son caractère national). Il adopta une plateforme de revendications dont il exigeait la satisfaction avant de reprendre le travail (voir encart "13 novembre").

Dès lors s'engagea une période de négociations entre le Conseil central et le gouvernement Kadar. Celui-ci multipliait les promesses qui seraient remplies si les travailleurs reprenaient le travail. Les conseils, eux, exigeaient la satisfaction préalable de leurs revendications. Mais aux manœuvres de Kadar, qui réussirent à tromper des éléments modérés des Conseils, (qui voyaient en lui un "moindre mal") vint s'ajouter la rigueur de l'hiver et les difficultés d'approvisionnement. Le 16 novembre, le Conseil central appela à la reprise du travail, en maintenant néanmoins son action pour sa reconnaissance par Kadar. Celui-ci poursuivit une tactique alliant la conciliation à la répression. Il fit adopter

13 Novembre:

REVENDEICATIONS PRÉSENTÉES PAR LE CONSEIL CENTRAL DU GRAND BUDAPEST AU GOUVERNEMENT KADAR

La grève générale cessera si les revendications suivantes sont satisfaites:

- a) Rétablissement d'Imre Nagy comme Premier ministre; existence de plusieurs partis et convocation de l'assemblée électorale.
- b) Evacuation des troupes soviétiques.
- c) Reconnaissance des conseils ouvriers et de leur droit à prendre les usines comme propriété collective.
- d) Reconnaissance du droit de grève.
- e) Rétablissement des syndicats démocratiques et cessation de l'activité des syndicats jouant le rôle de "transmission".

une loi reconnaissant les conseils comme simples organes de cogestion, et le 6 décembre fit arrêter une centaine de dirigeants ouvriers. Les conseils ouvriers appelèrent immédiatement à une grève générale de 48 heures les 11 et 12 décembre contre "la campagne menée contre le peuple et contre les ouvriers par le gouvernement de Kadar appuyé par l'URSS, qui veut ignorer toute la population hongroise". Cet appel fut lancé par le Conseil du Grand Budapest élargi à la province. La conciliation avec Kadar était impossible. La grève fut totale. Face à elle, Kadar imposa la loi martiale, déclara la mise hors-la-loi des conseils et fit arrêter plusieurs centaines d'ouvriers qui seront déportés en URSS et vraisemblablement liquidés⁵.

Face à cette répression massive et à la menace permanente de l'armée soviétique, les ouvriers hongrois ne pouvaient espérer l'emporter. Mais leur combat a montré le chemin que devait suivre la lutte antibureaucratique, la lutte pour une socialisation réelle des moyens de production et l'exercice direct du pouvoir par les travailleurs. Une lutte à travers laquelle ils se sont affirmés comme classe dirigeante de la nation, renouant avec une longue tradition que le communiste critique Ferenc Donath résume ainsi: "Au XX^{ème} siècle, les travailleurs hongrois ont exprimé trois fois leur volonté de participer à l'exercice du pouvoir public: en 1918-1919, lors de l'effondrement de la monarchie; en 1945, lors de la chute du régime contre-révolutionnaire de Horthy; enfin, en 1956, lors de la déconfiture totale de la dictature de Rakosi. A chaque fois, à l'occasion des crises qui ont secoué la société entière, les travailleurs, avec un naturel surprenant, ont saisi et exercé le pouvoir à travers des mouvements de masse et des actions de masse. Ils ont essayé de jeter les bases d'un nouveau rapport entre la société des travailleurs et l'Etat".⁶

L'écrasement de la révolution hongroise montra, de façon tragique, les limites du "renouveau" krouchtchévien dans le mouvement communiste. Il s'agissait d'un simple ravalement de façade qui devait maintenir à tout prix les travailleurs loin du pouvoir.

Anna Libera

1. Sandor Petöfi est un poète du siècle dernier qui participa activement à la révolution de 1848.

2. Le communiste hongrois L. Rajk, membre des Brigades internationales durant la guerre d'Espagne, dirigeant de la résistance antifasciste en Hongrie durant la guerre de 1939/45 avait été exécuté après un procès fabriqué en 1952.

3. A l'occasion de la confusion créée à Moscou par la mort de Staline, Imre Nagy avait fait un bref passage à la tête du gouvernement hongrois de juillet 1953 à mars 1955. Il avait alors tenté de remédier aux maux de la collectivisation forcée des campagnes. Il avait été évincé par Rakosi en 1955. Janos Kadar, ouvrier, militant communiste de longue date et combattant antifasciste en Hongrie, avait été Ministre de l'Intérieur au moment du procès Rajk, mais il n'avait alors pas joué de rôle de premier plan. Il avait ensuite été arrêté, torturé et emprisonné par Rakosi.

4. Tous les témoignages vont à l'encontre de cette affirmation. Les insurgés eux-mêmes avaient refusé le retour des dirigeants de droite exilés.

5. Imre Nagy, lui, s'était réfugié à l'Ambassade yougoslave au lendemain du 4 novembre. Les Soviétiques l'enlevèrent le 28 novembre. Il fut exécuté en 1958.

6. Ferenc Donath, "1956 et la volonté de démocratie directe", L'Alternative, No 13, Nov./Déc. 1981.





Les tanks russes dans les rues de Budapest. Pour le PdT, il s'agissait de mater des "groupes fascistes"

Octobre 1956, Budapest explose. Initiée par les étudiants du cercle Petöfi, la révolte hongroise s'intensifie rapidement. Dans les usines, des comités de grève se forment et des appels à la grève générale sont lancés. Le 25 octobre, Ernö Gerö est relevé de sa charge de premier secrétaire du Parti communiste (PC) et est remplacé par Janos Kadar (sorti de prison deux ans auparavant). Imre Nagy, ex-exclu du comité central et du bureau politique du PC, est désigné pour prendre la tête d'un gouvernement de front national (PC, Parti paysan, Parti des petits propriétaires). Le 30 octobre, l'armée soviétique, appelée le 24 par Ernö Gerö pour rétablir l'ordre, se retire dans son cantonnement. Mais le 4 novembre 1956 débute la deuxième offensive soviétique : 150 000 hommes et au moins 2000 chars interviennent en Hongrie. Les combats durent une semaine et laissent 2000 morts à Budapest et 700 en province.

Les événements hongrois font bien sûr la une des actualités de l'époque. Comment la *Voix Ouvrière* (VO), quotidien du Parti du travail (PdT), commente et analyse l'affaire? En faussant la réalité et en oubliant au plus vite.

L'année 1956 ne fut pas simple. Entamée par le rapport Khrouchtchev prononcé à la tribune du XX^e Congrès du PCUS (PC d'URSS) qui "révèle" l'étendue des crimes de la période stalinienne, elle se terminera par la répression sanglante de la révolution hongroise. Auparavant cependant, l'ère khrouchtchévienne semble inaugurer une certaine déstalinisation et un respect un peu plus marqué à l'égard de l'indépendance des autres PC. Le PdT, après avoir évincé la tendance nicoliste (défense inconditionnelle et aveugle de l'URSS) en 1952, entend bien profiter de cette espèce de "dégel" pour rompre son isolement¹. Survient alors la tragédie hongroise qui montre toutes les limites des réformes à la Khrouchtchev. Le coup est rude et va relancer une vague terrible d'anticommunisme.

Prise au dépourvu, la VO suivra trois phases dans ses commentaires. Mais jamais elle ne condamnera l'intervention soviétique.

AU DÉBUT, LES NUANCES

23 octobre : les étudiants du cercle Petöfi organisent une énorme manif à Budapest revendiquant des changements de personnes au gouvernement et des réformes démocratiques. Devant la Maison de la Radio, des incident sanglants éclatent : les forces de sécurité ouvrent le feu sur la foule. Le 25 octobre, M. Ducommun commente dans la VO : "... on sait qu'après une manifestation de la jeunesse organisée mardi soir à Budapest par le "cercle Petöfi", qui depuis des

LE STALINISME ORDINAIRE

Petit Parti communiste sur le déclin, le Parti du travail-Parti Ouvrier et Populaire s'efforce de présenter un visage... ouvert, démocratique, solidaire.

Substituant une convivialité de bistrot à tout projet politique, il repeint sa façade, rebaptise son journal.

Miniaturisé, il semble innocent. Comment imaginer ce fragile organisme en fournisseur du goulag? Certains, cyniques, se prennent à ricaner à la lecture des louanges toujours renouvelées aux directions soviétiques successives.

Erreur ! Il est encore vif l'animal, lorsqu'il s'agit de défendre la dictature des privilèges et des bureaucrates. Le numéro 37 de son hebdomadaire (*VO-Réalités*) nous le rappelle opportunément. En Pologne, l'opposition ouvrière - Solidarnosc - poursuit son courageux combat pour une société solidaire.

La VO-Réalités, non contente de l'insulter, nous présente Jaruzelski grimmé en image pieuse, assumant ainsi le seul coup d'Etat militaire contre une classe ouvrière européenne depuis 18 ans. Contre la seule classe ouvrière européenne à avoir, depuis des dizaines d'années, relevé le drapeau de la lutte pour la libération sociale.

Mais cela le lecteur - quel mépris pour ses lecteurs - de la VO-Réalités ne le saura jamais.

Il apprendra qu'en Pologne trois mille personnes sont connues pour avoir des activités illégales. Que parmi ces trois mille, certaines sont entrées dans la clandestinité par hasard. Que ce ne sont pas des adversaires du socialisme. Que seul un petit nombre de gens fait montre d'une opposition radicale...

Ouvert, démocratique, solidaire? Faussaire, faussaire, faussaire.

C.L.

mois mène au nom du socialisme le combat de la démocratisation, des groupes contre-révolutionnaires ont provoqué des incidents sanglants." Remarquons le ton : la manif en tant que telle n'est pas dénoncée, juste quelques "groupes contre-révolutionnaires" sur qui repose, d'après la VO, la responsabilité du sang versé. Cinq jours plus tard, le 30 octobre, Jean Vincent abonde dans ce sens dans un article intitulé "Ce que nous avons à dire...". Commentant les "erreurs" de l'époque précédente, il conclut ainsi : "Il n'est pas, disons-le, de provocations ou d'intrigues impérialistes qui puissent à elles seules expliquer l'ampleur de la révolte populaire et ouvrière." Mais dans le même numéro de la VO, la déclaration du comité central du PdT adopte déjà un langage différent : "... en Hongrie, (...), des éléments contre-révolutionnaires se sont servis des graves fautes commises et d'un mécontentement justifié pour déclencher une révolte armée dont le but véritable n'est autre que la destruction de la société socialiste..." Désormais la ligne est donnée - "la destruction de la société socialiste" - et on trouvera toutes les raisons pour "expliquer" l'intervention sanglante du 4 novembre.

ARGUMENT MASSU

Le 5 novembre, au lendemain de la deuxième offensive de l'armée soviétique, la VO reprend sans commentaire les explications de Radio-Moscou qui prétend "... que les forces réactionnaires (...) se sont, en fait, emparées du pouvoir ces jours derniers en Hongrie, ont voulu rendre les usines aux capitalistes et les terres aux anciens grands propriétaires. (...) Le gouvernement d'Imre Nagy s'étant désagrégé, a été débordé par l'action des contre-révolutionnaires." Le jour suivant, M. Ducommun fait chorus et s'interroge : "Était-ce vraiment la liberté qui était en train de s'installer en Hongrie et que les troupes soviétiques auraient brutalement étouffée? On assistait plutôt depuis une semaine, répond Ducommun dans la VO du 6 novembre, à la destruction des conquêtes fondamentales du socialisme et au retour en force des fascistes de l'ancien régime (celui de la régence Horthy, réd.) (...). Nagy, qui avait repris le pouvoir en promettant un socialisme renouvelé (...), multipliait jour après jour les concessions à la droite. (...) La victoire de la contre-révolution (...) aurait fait porter des menaces sur d'autres Etats socialistes. (...) Elle aurait ouvert une large voie géographique d'invasion contre l'URSS. (...) Ce sont vraisemblablement ces considérations qui ont engagé l'URSS à agir comme elle a fait." Plus trace de "mécontentement légitime" ou de "combat de la démocratisation" comme écrivait encore la VO une semaine auparavant. Maintenant, à l'unisson avec les dirigeants soviétiques et le nouveau maître de la Hongrie Janos Kadar, la VO ne voit plus que le "danger fasciste". Oubliés les revendications ouvrières, les comités révolutionnaires qui ne visaient aucunement le retour des capitalistes² et les exigences de réforme démocratique. Tout cela n'existe plus pour le PdT.

Certes Jean Vincent, conscient des effets désastreux pour le PdT en Suisse³, signale toujours dans la VO du 13 novembre : "... il est vain - et faux - de vouloir tout

Quand la "Voix Ouvrière" racontait la Hongrie :

DES NUANCES À L'OUBLI

"expliquer" par l'entrée massive d'éléments fascistes et horthystes venus infléchir le cours des événements." Mais c'est pour reprendre la "démonstration de fond", celle-là même qui est avancée par l'URSS, dans la VO du 26 novembre. Rappelant à nouveau les "erreurs" ayant provoqué le mécontentement populaire, Jean Vincent ajoute : "On laissa se développer une campagne (de mécontentement, réd.) de plus en plus violente, non pas dans le parti des travailleurs hongrois, mais hors du parti et on ne fit à cette campagne que des concessions de pure forme qui non seulement ne l'apaisèrent point, mais la portèrent à son paroxysme, jusqu'au nihilisme (...). Qu'à ce moment-là ceux qui guettaient dans l'ombre le moment de restaurer la dictature horthyste et fasciste se soient insérés dans cette révolte devenue désordonnée et quasiment anarchiste, cela n'est pas douteux. (...) Et ces éléments fascistes ont donné à ce moment-là aux troubles en cours un caractère de sauvagerie et de pogrome, (...) qui a déterminé la seconde intervention soviétique, sans laquelle (c'est nous qui soulignons, réd.) la Hongrie risquait de devenir, au centre de l'Europe, un lieu de provocation guerrière." La boucle est bouclée : l'intervention soviétique, sans doute tragique, était un mal nécessaire. La révolte ouvrière disparaît sous la prétendue menace fasciste. Bref, l'URSS a bien fait !

ON OUBLIE

Après avoir "expliqué", donc justifié, l'intervention soviétique, il ne reste plus qu'à faire oublier, ou normaliser, la situation en Hongrie. La VO s'y emploiera avec un zèle certain. Le 31 janvier 1957, elle publie le témoignage d'un journaliste de *L'Humanité* (quotidien du PC français). C'est "Alice au pays des merveilles" : "A Budapest, l'atmosphère est entièrement détendue. Les gens vont, viennent, vaquent à leurs occupations coutumières. Plus de files d'attente devant les magasins. Par contre, cinémas, théâtres, bals, cafés font salle comble. (...) Les rares tanks soviétiques encore visibles devant certains immeubles il y a 15 jours ont regagné les casernes ou quitté la ville." En somme, "la grave menace pour la paix du monde" que voyait la VO du 6 novembre dans les agissements "contre-révolutionnaires" n'ont laissé strictement aucune trace ! Les Hongrois respirent la joie de vivre.

Il fallait un point final pour clore le chapitre que la Conférence nationale du PdT (8 au 10 juin 1957) apportera. Dans la résolution votée à cette occasion, on ne trouve qu'une petite allusion aux événements hongrois : "Il (le PdT, réd.) constate que si des erreurs graves ont été commises à une certaine époque - dont les effets se sont manifestés en particulier en Hongrie où ils ont pu être exploités à fond par la contre-révolution - ces fautes sont aujourd'hui combattues, corrigées, réparées systématiquement, et que des mesures sont prises pour assurer le plein respect des principes du socialisme scientifique. C'est ainsi à son épanouissement historique que marche la nouvelle société socialiste." (VO, 12 juin 1957) Cet "épanouissement historique" connaîtra encore quelques soubresauts "contre-révolutionnaires" en Tchécoslovaquie en 1968 ou en Pologne dans les années quatre-vingt ! Mais entre temps l'ordre règne à Budapest. Avec la bénédiction de la VO.

Pietro Boschetti

1. Alors qu'aux élections au Conseil national en 1947 le PdT faisait 5,1 o/o des voix (29,1 o/o à Genève), en 1955 il ne réalise plus que 2,6 o/o (23,7 o/o à Genève).

2. Dans une interview à la VO du 11 décembre 1956, Armand Forel, qui a fait un voyage en Hongrie, le reconnaît lui-même : "Par contre, j'ai eu le sentiment qu'en général, les travailleurs s'accordent sur un point élémentaire : il n'est pas question pour eux de rendre les usines aux patrons. De même, à la campagne, les paysans sont absolument opposés au retour des propriétaires fonciers."

3. Il est évident que la droite profitera pleinement de la tragédie hongroise pour relancer une vague d'anticommunisme sans précédent, laquelle déteindra également à l'intérieur de l'Union syndicale suisse. Ainsi le local genevois de la VO sera attaqué au cours d'une manifestation.



Salvador:

LE MOUVEMENT SE RENFORCE

Après deux années de présidence, le bilan que le démocrate chrétien Napoléon Duarte peut présenter à ses créanciers de l'administration Reagan pourrait se résumer par la formule suivante: "Je perds le contrôle de la rue sans récupérer celui des montagnes". Malgré la répression, la capacité d'action des travailleurs, des paysans et des étudiants a très sensiblement progressé ainsi que le niveau d'organisation du mouvement de masse et le degré d'unification de ses forces.

Nous reproduisons ici une interview de Saul Sanchez, secrétaire général de ANDES-21 juin. L'association nationale des enseignants du Salvador (ANDES-21 juin) organise une partie considérable des travailleurs de l'enseignement dans ce pays.

La Brèche: Quelles sont actuellement vos conditions de lutte et vos principales revendications ?



Saul Sanchez: Le combat contre les emprisonnements arbitraires et contre les assassinats reste une lutte quotidienne et nous venons d'obtenir la libération de dix enseignants qui avaient été capturés après une manifestation de notre syndicat dans les locaux du ministère de l'Éducation nationale. Le gouvernement tente de multiplier les incidents.

Ainsi, dans la nuit du 18 au 19 avril, des individus se sont introduits par effraction dans notre local, ce dernier se trouve dans une

zone totalement militarisée, il est impossible que les forces armées ne se soient pas rendu compte de l'effraction. Le ministre de l'Éducation accuse la direction de notre syndicat d'être membre du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale), préparant délibérément le terrain pour justifier notre emprisonnement ou notre assassinat.



Les revendications principales sont: le retrait des mesures d'austérité prises en février par le gouvernement Duarte; une augmentation mensuelle de 300 colones; une amélioration des services médicaux et hospitaliers; l'amélioration des fournitures et de l'infrastructure

scolaires. Le ministre vient de mettre fin aux négociations en exigeant comme préalable que nous lui révélions l'identité de tous les membres du Conseil exécutif d'ANDES. C'est donc une question de fond, de principe, car nous refusons de nous soumettre à cette condition: il nous connaît tous. Une bonne partie des membres de notre direction, pour des raisons de sécurité, ne vit pas à son domicile légal. Si nous déclarions notre nom exact au propriétaire de l'appartement que nous occupons, nous pourrions rapidement être éliminés physiquement. Nous avons répondu à cette provocation du ministre en demandant une assemblée-débat entre lui et tous les enseignants, mais il a peur d'affronter directement les travailleurs.

Par ailleurs, un scandale vient d'éclater: l'année passée, l'Association internationale de développement (IDA) a versé au gouvernement Duarte une subvention de 86,5 millions de dollars pour l'achat de matériel scolaire et seule une infime partie de cette somme est parvenue aux écoles sous la forme de quelques cahiers et crayons. Cette année, la République populaire de Chine a donné pour 80 millions de dollars de matériel scolaire et, là encore, très peu est parvenu dans les écoles. Nous exigeons du gouvernement qu'il dise où sont passés ces 166 millions de dollars au total. Au mois de mai, nous avons organisé des assemblées d'enseignants dans 14 départements du pays. Ces assemblées très combatives ont réuni une grande partie des enseignants salvadoriens. Environ 2000 écoles sont totalement ou partiellement fermées dans le pays. Un grand pourcentage de la jeunesse d'âge scolaire ne va pas en classe faute d'écoles ou d'enseignants en nombre suffisant.



Un enseignant avec une famille de six personnes a besoin de 3000 colones par mois pour pouvoir vivre. Le salaire moyen des enseignants est de 950 colones. Leur pouvoir d'achat, comme celui des autres couches de travailleurs a diminué de manière drastique. Il n'existe pas d'indexation des salaires sur les prix et les salariés vivent actuellement un processus de paupérisation. La Constitution et le code du travail

précisent que le gouvernement doit assurer des augmentations de salaire proportionnelles à l'augmentation du coût de la vie mais le gouvernement ne fait rien en ce sens. Il nous dit que grâce à l'austérité, tout ira mieux dans deux ans. Mais pourquoi tout irait mieux quand le peuple ne possède toujours pas la terre, les moyens de production, le café et le coton qu'il produit. Seules l'oligarchie terrienne et le grand capital tirent profit de l'austérité.

*** Où en est le processus du renforcement de l'unité d'action des travailleurs salvadoriens ?**

— L'année passée, ANDES s'est intégrée au Conseil de coordination des travailleurs de l'État et des employés municipaux (CCTEM) et au Comité 1er mai. Cette année, nous avons fait un pas supplémentaire en participant à la création de l'UNTS (Union nationale des travailleurs salvadoriens qui organise environ 400000 personnes). L'UNTS comprend des syndicats ouvriers, des syndicats de fonctionnaires des services publics, des associations d'indiens, de paysans, d'ouvriers agricoles, des coopératives. Les courants qui la traversent vont de la gauche révolutionnaire à des organismes de base de la démocratie-chrétienne.



*** Comment interpréter les pas en avant qui ont été accomplis et notamment, le fait qu'une partie des organismes de base de la démocratie chrétienne ait rejoint le syndicat de lutte des classes ?**

— Rappelons que l'organisation populaire du parti démocrate-chrétien, l'UPD, avait signé un pacte social avec Duarte juste avant son élection en 1984. Duarte n'a jamais réalisé les engagements pris dans ce pacte et une partie importante de l'UPD a rejoint notre lutte. Certains secrétaires d'État à l'agriculture, des responsables du système de crédit agricole ont quitté leur poste et ont rompu avec le parti démocrate-chrétien pour rejoindre l'opposition de gauche.

Le 8 février, l'UNTS a tenu sa première grande assemblée publique. Le gouvernement a essayé de l'empêcher en nous privant de local mais nous avons riposté en organisant immédiatement une énorme manifestation de protestation.

*** Est-ce qu'il y a un développement de l'organisation des paysans ?**

— Oui, de manière importante, mais sous la forme d'associations coopératives.



*** Que se passe-t-il du côté du mouvement étudiant ?**

— Les étudiants sont très combattifs. Ils viennent de réaliser une grande manifestation pour le dixième anniversaire de l'assassinat de trente d'entre eux. Leur principale association est partie prenante de l'UNTS, même si, normalement, cette dernière ne devrait comprendre que des associations de travailleurs.

*** Maintenant, pouvons-nous venir à la question des négociations entre Duarte et le FMLN ?**

— Que ce soit ANDES ou l'UNTS ou encore des organisations syndicales qui continuent à soutenir en principe Duarte, tous demandent la réalisation de véritables négociations avec le FMLN, un dialogue auquel doit participer toute la population. Depuis maintenant deux ans que Duarte est au pouvoir, il n'a rien fait pour trouver une solution politique au conflit social et militaire qui secoue le pays. Le gouvernement essaie d'éviter que ce dialogue se réalise à l'intérieur du pays et cela démontre qu'il craint le peuple. Nous, nous voulons un débat public mais chaque fois, le gouvernement recule les rendez-vous. Il exige que la guérilla dépose les armes: c'est inacceptable. De toute façon, le gouvernement est entièrement soumis à l'administration Reagan.

*** Les conditions du FMLN impliquent un changement de constitution, un changement de gouvernement et un changement dans les forces armées ?**

— Oui. On ne peut pas continuer avec un gouvernement de la seule démocratie chrétienne. Il faut le remplacer par un gouvernement à large participation démocratique, un gouvernement qui cherchera réellement à donner des solutions adéquates aux problèmes auxquels sont confrontées les masses salvadoriennes.

Propos recueillis par
Arnold Bertho

otes ... notes ... notes ... notes ... note

Brésil:

Nuages économiques

Le climat économique et social s'assombrit au Brésil, Tout d'abord l'inflation, si elle n'atteint plus les sommets des années précédentes, reprend une pente ascendante: 1,68% en août contre 1,19% en juillet.

Les employés de banques ont décidé une grève illimitée pour la satisfaction de leurs revendications salariales face notamment à la pénurie alimentaire consécutive au blocage des prix. Le mouvement a été particulièrement suivi à Sao-Paulo, principale place bancaire du pays.

Troisième problème enfin pour le président Sarney, la det-

te extérieure, dont il n'a pas manqué de discuter lors de son récent voyage aux États-Unis. Avec cent quatre milliards de dollars, c'est le record pour les pays dits en voie de développement. Le gouvernement brésilien entend diminuer de moitié la charge de remboursement en n'y consacrant plus que 2,5% du PNB au lieu de 5%. L'optimisme relatif de Sarney est dû au fait que le Brésil est le seul pays latino-américain à avoir une croissance économique soutenue (8,5%) et un excédent commercial confortable (12,5 milliards de dollars en 1986).

Afrique du Sud:

BOYCOTT DANS L'IMPASSE

On se rappelle que Botha, à la veille du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto, imposait l'état d'urgence, affrontant avec violence les masses noires et provoquant l'opinion publique internationale.

Le sommet de l'Europe des Douze ne pouvait laisser passer le coup sans réponse. Les intérêts financiers allemands et anglais, les préoccupations impérialistes françaises, dominant ce cénacle, rien ne devait se faire qui affaiblisse la position de Botha. On décidait alors de tenter une médiation et de repousser à septembre la décision. Tout au long de l'été se succédaient les conférences: le sommet du Commonwealth, le sommet des pays non-alignés, et, tout récemment, l'Assemblée générale des Nations Unies. Autant de forums où s'impose l'exigence de sanctions sévères, autant de forums qui n'ont pas la puissance nécessaire à leur application.

Le 16 septembre dernier, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont décidé un programme de "sanctions économiques" absolument inefficace. En juin, ils envisageaient le boycott d'une liste de produits comportant le charbon. Retirant sous la pression de la République fédérale d'Allemagne le charbon de cette liste, ils décidaient de renoncer à de réelles pressions.

Depuis le mois de juin, la Communauté européenne se tâte à propos de l'opportunité de sanctions anti-apartheid. Que penser de cette valse-hésitation? Ces trois mois de débat ont renforcé la position de Botha, et ceci dans trois directions.

Faire le jeu de Botha

La passivité européenne au lendemain de la déclaration de l'état

Et en Suisse

Mardi 16 septembre, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont adopté le mini-programme de sanctions contre l'apartheid.

Les mesures concrètes qu'eux-mêmes avaient projetées lors du sommet de juin dernier, ils les ont vidées de l'essentiel de leur substance. Les ministres en effet ont retiré du paquet de dispositions l'interruption des importations de charbon sud-africain. Or seule cette décision aurait eu une réelle efficacité contre le gouvernement de Pretoria.

Adoptant la formule de leur collègue ouest-allemand, Hans-Dietrich Genscher, les ministres des douze convenaient de transformer des sanctions économiques en pseudo-sanctions, en "signal politique".

Mais voilà qui était déjà trop pour le Conseil Fédéral. Lundi 22 septembre, lors de sa première séance après la décision européenne, "notre" gouvernement s'empressait de prendre ses distances et s'illustrait comme le seul pays au monde à s'opposer à toute sanction, par principe. Mais que fait Pierre Aubert, socialiste, au Département fédéral des affaires étrangères?



d'urgence a fourni à Botha l'indication qu'il pouvait appliquer sans crainte son programme. D'autre part, présentée comme la recherche de mesures antiracistes adéquates, leur inactivité s'est révélée être un puissant moyen de propagande néo-coloniale. Ces mois ont été mis à profit pour expliquer aux gens que l'absence de "maturité" des Noirs rend impossible les réformes démocratiques. Le mois dernier par exemple, Henri Kissinger développait cette thèse dans la *Tribune de Lausanne*. Cet argument justifie les bases mêmes de l'apartheid. Enfin, la décision européenne renforce Reagan contre son propre parlement. Ce dernier proposait en effet des sanctions plus sévères, alignées sur celles demandées par le tiers monde.

Aux Etats-Unis, depuis des années, de puissantes campagnes anti-apartheid ont touché les universités, les syndicats, la communauté noire et latino-américaine et même une partie de la bourgeoisie — intéressée au développement d'un marché capitaliste en Afrique du Sud, mais soucieuse surtout de prévenir toute explosion dans cette région du monde. Les campagnes de désinvestissement ont pris une réelle importance. Coca Cola ne vient-il pas de décider, le 17 septembre, de retirer tous ses investissements en Afrique du Sud afin de gagner des consommateurs noirs dans le cadre de la lutte commerciale qui l'oppose à Pepsi Cola? Plus de cinquante universités ont retiré, pour un montant

de 3.700 millions de dollars, leurs investissements de toutes les entreprises en affaires avec l'Afrique du Sud.

La proximité des élections sénatoriales partielles de cet automne a stimulé une radicalisation des positions en faveur des sanctions. Dans la situation politique et sociale que connaissent aujourd'hui les Etats-Unis, le vote des Noirs est décisif.

Débat tactique

L'Europe des Douze plie sous le souffle des abolitionnistes anti-apartheid, mais ne leur cède pas. Les rodomontades anti-ségrégationnistes de ses ténors expriment l'attentisme cynique de ce cénacle. Si les Noirs sud-africains parviennent contre toute attente à casser la baraque, il sera toujours temps de changer le fusil d'épaule, songent ces missionnaires de la civilisation européenne.

Mais les enjeux sont-ils différents aux Etats-Unis? Citons deux prises de position qui illustrent parfaitement le caractère tactique du débat sur les sanctions, et ceci de part et d'autre de l'Atlantique. Un solide accord — la survie du capitalisme en Afrique du Sud — unit sur l'essentiel les maîtres de ce monde. Les divergences dépendent des secteurs économiques, des pays ou encore d'appréciations différentes de la conjoncture.



Ronald Reagan, le 22 juillet 1986: "Non aux sanctions! Nous devons rester et travailler, non pas rompre et prendre le large (...). Lorsque les Noirs aspirent à l'égalité des chances, à des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail, leurs meilleurs alliés sont les hommes d'affaires allemands, anglais, américains, français et hollandais qui introduisent en Afrique du Sud les idées de justice sociale telles qu'elles sont imposées dans leurs propres pays. Le capitalisme est l'ennemi naturel de ce féodalisme qu'est l'apartheid". (*International Herald Tribune*, 23 juillet 1986).

Quant au *New York Times*, il titre le 23 juillet 1986: "Les sanc-

tions nous aident nous! Le mouvement est en route qui apportera le pouvoir au plus grand nombre. Ce n'est pas un rêve de fumerie d'opium, mais un jugement prudent.

Idéalisme et intérêt national nous conduisent, nous autres Américains, à ne pas nous contenter du rôle de neutres malgré nous, mais à participer activement à ce processus. Les Américains seront ainsi en mesure d'exercer quelque influence sur l'évolution de l'Afrique du Sud et pourront tenter d'assurer que le nouveau régime soit stable, démocratique et amical envers l'occident (nous soulignons, réd.)."

Révolution en Afrique du Sud?

Bokwe Mafuna, dans un article du *Monde diplomatique* (septembre 1986), sonne l'alarme. L'Afrique du Sud est à la croisée des chemins: "Le dialogue ou le bain de sang". Citant Anthony Lewis (*International Herald Tribune*, 26-27 juillet 1986): "L'espoir d'une solution négociée vers la démocratie en Afrique du Sud s'évanouit. (...) Le président (Reagan) a tragiquement poussé l'Afrique du Sud dans la mauvaise direction", il développe: "Cette inquiétude est largement partagée aujourd'hui dans les milieux occidentaux qui voient le statu quo en Afrique australe menacé par l'incessant développement de la révolte de la population noire. Celle-ci ne réclame plus seulement l'abolition de l'apartheid et la reconnaissance de ses droits politiques en tant que majorité. Ça et là, et de plus en plus, des voix se font entendre pour demander un changement de système économique. L'hostilité au capitalisme gagne du terrain, la lutte armée reçoit un soutien croissant parmi la population."

Les informations en provenance d'Afrique du Sud le confirment. La répression n'est pas parvenue à ce jour à briser le mouvement de résistance. De façon inégale, dispersée, le mouvement de masse anti-apartheid continue de se développer (cf. *Imprecor*, No 226, "La résistance à l'état d'urgence").



Johannesbourg, le quartier des affaires

Comment les masses noires ne réaliseraient-elles par que sur leur chemin ne se trouvent pas seulement les séides de Botha, mais également toute la classe bourgeoise?

Deux voies?

Face aux masses noires, bourgeois et administration de l'apartheid se sont clairement unis dans une communauté d'intérêts. Elles leur jettent un défi sans appel stimulant une clarification et une radicalisation. Les progrès de la lutte exigent d'associer dans un même cadre perspectives anticapitalistes et libération nationale.



Les puissances impérialistes réagissent, elles aussi, à cette évolution. Doivent-elles appuyer le régime de Botha au risque de devenir complices d'une véritable guerre civile, à l'issue incertaine, et de devoir ainsi partager en cas de défaite le châtiement de l'apartheid? Faut-il au contraire accélérer les négociations avec l'ANC, renforcer les pressions contre l'équipe Botha dans l'espoir de paver le chemin d'une démocratie musclée avant que toutes les fractions de la bourgeoisie ne se soient à tel point discréditées que cette issue ne soit devenue une impasse?

Aujourd'hui les impérialistes expérimentent simultanément les deux voies. La perspective qui dominait ce printemps est déjà dépassée. Il s'agissait alors de proposer des sanctions qui crédibilisent l'image d'un patronat progressif, appuyé par la communauté internationale, qui aurait "arraché" à Botha des réformes démocratiques.

A l'heure actuelle, opposées aux sanctions, les puissances impérialistes montrent leur détermination à se ranger derrière Botha pour le cas où l'ANC refuserait de négocier. Simultanément, le Foreign Office britannique et le State department US entament des pourparlers au plus haut niveau avec l'ANC. De la détermination de sa direction, de sa capacité de manoeuvrer dépendent beaucoup. Le dernier mot sera pour le peuple noir d'Afrique du Sud.

Claude Leuwen

Billie Holiday :

Lady sings the blues



Sous ce titre vient d'être rééditée en français l'autobiographie de Billie Holiday (dans l'excellente série "epistrophe" aux Editions Parenthèses). Ce livre est un véritable document sur le jazz dont la lecture est passionnante, et pas seulement pour le jazzfan. A travers l'exemple de cette grande chanteuse, il décrit de façon poignante les conditions de vie et de production, les mécanismes d'exploitation pratiqués par les propriétaires de club, les impresarios et les patrons des maisons de disques ainsi que les discriminations raciales dont étaient victimes les musiciens et musiciennes noir(e)s de jazz dans les années trente et quarante (et en partie encore aujourd'hui). En tant que Noire et femme, Billie Holiday a subi une double discrimination.

Billie Holiday a été très sensible au racisme qui régnait aux Etats-Unis et a réagi tout au long de sa vie contre ce fléau. Même si les discriminations et les humiliations raciales étaient largement respon-

sables de la consommation d'alcool et de drogues de Billie Holiday, elle n'a jamais essayé d'occulter l'existence du racisme.

La tournée de plusieurs mois qu'elle entreprit avec l'orchestre du clarinettiste blanc Artie Shaw a été une suite ininterrompue de discriminations et d'humiliations raciales. Citons-en seulement un des nombreux exemples :

"Parfois on roulait pendant neuf cents kilomètres avec un seul arrêt. Si on arrivait dans un bled où on ne voulait pas me servir, je ne risquais pas d'atterrir aux toilettes sans faire un drame. (...) Ça a fini

par me rétamé : j'étais dans un tel état de tension nerveuse et de surmenage que le seul fait de rouler tous les jours était une torture." (p. 63)

Swing blanc et noir

Dans le même ordre d'idée, Billie Holiday a vécu une autre manifestation du racisme qui était peut-être encore plus dramatique pour elle. Alors qu'elle était en tournée avec l'orchestre du pianiste noir Count Basie, elle a été contrainte, lors de certains concerts, de cacher sous un maquillage noir sa peau légèrement plus claire que celle des autres musiciens de l'orchestre : certains spectateurs ne pouvaient tout simplement pas supporter l'idée qu'une femme blanche puisse se produire dans un orchestre noir ! Ce fut une humiliation terrible pour Billie qui était dans sa conscience tout aussi "noire" que ses collègues de l'orchestre de Basie. Cependant Billie se rendait compte que le racisme s'appuie sur une réalité socio-économique :

"On a beau se couvrir de satin blanc jusqu'aux nichons, se mettre des gardénias dans les cheveux, ne pas voir de canne à sucre à perte de vue, c'est comme si on travaillait toujours dans une plantation. Prenez la 52^e Rue (à New York, réd.) à la fin des années trente et au début de quarante : c'était le truc à la mode, "La Rue du Swing" on l'appelait, et dans toutes les boîtes on jouait la "nouvelle" musique. Tu parles d'une nouveauté ! Si toutes ces andouilles s'étaient aventurées dans la 131^e Rue (une rue de jazz noire, réd.), ils se seraient aperçus que le swing y existait déjà depuis vingt ans. (...) En tout cas, pour le moment, ils swinguaient d'un bout de la 52^e Rue à l'autre, et on n'y voyait pas une seule tête de Noir..." (p. 79) "Mais la 52^e Rue ne pouvait pas éternellement exclure les Noirs. Il fallait que ça craque, et, en l'occurrence, ce

sont les propriétaires des "plantations" qui ont craqué. Ils se sont aperçus qu'ils pouvaient se faire du blé sur le dos des artistes noirs, et ils ont laissé tomber leurs vieux préjugés. Les barrières se sont ouvertes, et beaucoup de grands musiciens ont enfin eu du travail." (p. 80)

Ces propos de Billie Holiday décrivent clairement l'exploitation commerciale et musicale, sur une grande échelle, de la musique de la minorité afro-américaine à l'époque du Swing. Les moyens de distribution de la musique de jazz se trouvaient (et se trouvent toujours) entre les mains d'une industrie musicale contrôlée par une fraction du capital euro-américain. Celui-ci pouvait, selon ses intérêts, adapter cette expression culturelle de la minorité noire opprimée aux besoins du marché en la déformant, en la rendant accessible, d'un point de vue culturel et social, à un public de masse blanc. Dès qu'une partie significative de ce public fut prête à consommer également de la musique noire, les barricades raciales, décrites par Billie Holiday, s'ouvrirent (de façon apparente et passagère). Mais au moment où la situation du marché change à nouveau, les artistes noirs sont les premiers à en faire les frais. Ils subissent un sort semblable à celui du prolétariat industriel afro-américain : "Last hired, first fired" (dernier engagé, premier viré).

Le Blues ?

Billie Holiday n'a chanté que rarement des morceaux de blues "pur". Dans ce sens, le titre de son autobiographie ne correspond pas à sa musique. Son œuvre consiste surtout en chansons et ballades qui s'approchent davantage des structures des Lieder européens que du schéma du blues. En outre, sa voix n'est pas "sale", rauque, volumineuse et pathétique comme celle de la plupart des chanteuses de blues ; sa voix est au

contraire sophistiquée, souple et d'une élégance très citadine.

Sous cet angle, Billie s'intègre au courant qui prédominait dans le jazz des années trente et du début des années quarante. L'industrie musicale imposait au jazz de l'époque du Swing une commercialisation et une grande standardisation. Celles-ci étaient basées sur des valeurs esthétiques euro-américaines et dévalorisaient l'élément afro-américain du jazz (surtout le blues). Résultat entre autres : perte de l'improvisation au profit des arrangements écrits bien élaborés ; jeu "propre" des instrumentalistes et voix "soignée" des chanteurs et chanteuses de jazz ; intégration massive de chansons à la mode que l'on faisait "swinguer" dans le répertoire des artistes de jazz. L'élément afro-américain ressurgit de façon décisive et consciente avec l'avènement du Be Bop (jazz moderne à partir du milieu des années quarante).

Les interprétations des chansons et ballades, en partie assez banales, par Billie Holiday ont pourtant gardé le contenu émotionnel du blues. Son phrasé très bluesy et son identification avec les textes de ses chansons, autre caractéristique du blues, transformant même des chansons banales en grandes interprétations de jazz. Dans ce sens, le titre de son autobiographie correspond à son œuvre.

A.S.

DISCOGRAPHIE

Billie Holiday a enregistré de très nombreux disques. Il est donc difficile de faire un choix.

- Les enregistrements probablement les plus réussis datent des années trente où Billie est accompagnée par ses musiciens favoris (surtout par le fabuleux saxophoniste ténor Lester Young, son alter ego musical).
- *Billie Holiday Story*, vol. I-III, CBS 68228-30 (trois albums doubles bon marché. On commencera peut-être l'écoute par le deuxième disque du volume II).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et environs

Théâtre Municipal
ma 21, me 22, je 23 oct. : le Théâtre Populaire Romand (TPR) présente *Antigone*, tragédie de Sophocle, version d'André Bonnard. Mise en scène de Charles Joris. Rens. : TPR (039) 23 05 66.

Musée des arts décoratifs, Villamont 4
du 27 sept. au 4 janvier 1987 : *Expressions en verre*, exposition de 200 sculptures contemporaines, Europe, USA, Japon, de 120 artistes verriers, sculptures créés entre 1968 et 1986. Tous les jours de 10h à 12h et de 14h à 18h, ma aussi de 20h à 22h.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ve 10, sa 11 oct., 20h30 : *Afters Hours*, de Martin Scorsese (USA, 1985).

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon
du ma 14 oct. au di 9 nov. : au Théâtre de l'Echandole, en coproduction avec la Comé-

die de Saint-Etienne, création du spectacle *Enchaînés*, d'Eugène O'Neill. Mise en scène Françoise Petit ; décors Jean Bauer. Avec Anna Prucnal, Jean-Claude Durand, Martine Logier. Première le 14 octobre, 20h30. Ce spectacle sera repris durant la saison 87 à la Comédie de Saint-Etienne ainsi qu'au Théâtre du Rond-Point, à Paris, ma, je, ve et sa à 20h30 ; me et di à 19h ; relâche lundi. Loc. : Office du tourisme (024) 21 01 21.

GENÈVE

Dans le cadre du FESTIVAL DE LA BATIE.

Palladium, 3, rue du Stand

ve 10 oct., 20h30 : *Stan Ridgway* (rock).

Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

du me 8 au sa 18 oct. : exposition des bandes dessinées de *Philippe Druillet*. Tous les jours de 17h à 21h, sa 11 de 14h à 17h, di 12 oct. fermé.

Théâtre de Saint-Gervais

du ma 7 au sa 18 oct. (relâche di et lu) : le

Théâtre Boulimie dans 22 97 00, spectacle d'humour de Lova Golovtchiner, avec Martine Jeanneret, Samy Benjamin, Gilbert Divorve, Lova Golovtchiner, Patrick Lapp.

Théâtre en Rond

lu 6 oct., 21h : *Claude Roy*. Rendez-vous avec la poésie contemporaine proposé par "Haute Voix".

Salle du Faubourg

di 5 oct., dès 18h : *Grande soirée cubaine* organisée par l'Association Suisse-Cuba avec l'orchestre *Sierra Maestra*. Entrée Fr. 8.-.



Pressions américaines sur les journaux suisses :

CENDRILLON AUX GRANDS PIEDS

Un vent de maccarthysme vient de souffler sur les rédactions outre-Sarine. Les journalistes de la presse bourgeoise qui ont un sens de l'éthique professionnelle et qui traitent du Nicaragua n'ont pas fini de subir attaques et pressions. En effet, lorsqu'il s'agit de ce pays, mieux vaudrait s'aligner sur les positions de Washington, sinon...

Roman Berger, journaliste au *Tages-Anzeiger*, qui a publié des reportages sérieux sur le Nicaragua (qui détonnent dans le marais d'informations d'agences américaines que nous livre d'ordinaire la presse helvétique), a eu le courage de le dénoncer. Cible de nombreuses attaques de la part de l'ambassade US en Suisse et de ses amis, il vient d'être accusé de diffamation par le porte-parole suisse de Reagan, le conseiller national Sager dans une brochure intitulée *Geschichte eine Diffamierung*.

Inquiété par ce remue-ménage diplomatique qui met directement sous pression les rédactions, les journalistes et les politiciens (cf. encart), Roman Berger a voulu en avoir le cœur net. Dans le *Tages-Anzeiger* du 11 septembre, il dénonce toute l'opération, centrée en Suisse alémanique : une "concentration inhabituelle de conseillers centro-américains de Reagan en Suisse se fait sentir sur les médias. (...) Visites de diplomates US dans les rédactions et entretiens avec la presse organisés par l'ambassade avec des experts pro-Reaganiens se sont multipliés ces derniers mois de manière surprenante. L'extraordinaire masse de matériel, de documents et de déclarations du gouvernement US sur la Nicaragua et l'Amérique centrale qui se déversent sur les rédactions donne parfois le sentiment que Washington ne s'occupe plus que de ce coin du monde." (T.A. 11.9.86).

C'est que la nouvelle ambassadrice US en Suisse ne ménage pas ses efforts. Lorsqu'elle apprend sa nomination en Suisse comme ambassadrice des Etats-Unis en 1981, Faith Ryan Whittlesey déclare : "Je me sens comme Cendrillon". Retournée pour deux ans à Washington comme conseillère personnelle de Reagan aux "public relations", elle est revenue ici en été 1985. Cendrillon vient bien accompagnée. Une brochette d'experts spécialistes de l'Amérique centrale la chaperonnent : Robert F. Reilly, autre conseiller personnel de Reagan formé à la "Heritage Foundation" d'extrême-droite,

ainsi que Louis S. Segesvary, ancien conseiller de l'ambassade US à l'ONU Kirkpatrick, également chef de presse spécialisé sur l'Amérique centrale. Des diplomates de choc ! Leur cible : retourner l'opinion publique en Suisse. Cendrillon et ses damoiseaux n'y vont pas par quatre chemins... Niklaus Meienberg, de la *Wochenzeitung* (Woz du 12.9.86), a enquêté auprès de ses collègues :

Les pressions de l'ambassade

A la TV...

Erich Gysling (chef de l'information de la TV suisse-allemande -réd) est un homme pacifique aux nerfs solides, il en faut beaucoup pour le faire bouillir, mais quand Mrs Whittlesey lui a passé un savon, il est carrément sorti de ses gonds. On ne peut citer ici ce qu'il lui a dit off the record (...) mais voilà ce qu'il en a dit : "Ne sommes-nous donc plus dans un Etat souverain pour que cette ... se comporte ainsi ?"

Au Tages-Anzeiger...

Fin juin 1985, l'ambassadrice rend visite au Tages-Anzeiger. Entretiens frank and bussiness-like, disent certains rédacteurs. D'autres disent que l'intervention de l'ambassadrice était du même ton que la brochure de Peter Sager, parue il y a un mois, qui diffame les reportages du Tages-Anzeiger sur le Nicaragua avec des cris de putois. (...) Quand on demande au rédacteur en chef si de telles interventions

Niklaus Meienberg a pourtant aussi insisté pour rencontrer Cendrillon, mais elle n'a pas accepté. Elle n'en voit sans doute guère l'utilité : elle cherche avant tout à retourner les journaux bourgeois, ceux qui "font l'opinion", comme on dit. Car elle sait qu'elle peut compter en Suisse sur des soutiens fidèles.

A la D.D.A.

Louis S. Segesvary, consul général des USA à Zurich depuis le 11 août, a visité "en touriste" le projet de coopération suisse de Chinorte au Nicaragua avant d'entrer en fonction. Il a offert à des représentants du Département des Affaires étrangères et de la Direction de l'aide au développement (DDA) une séance de diapos pour "prouver" que les coopérateurs sont des combattants déguisés. "Nous avons écouté la délégation américaine parce que nous sommes payés pour être polis" lâche Jean-Philippe Cart, directeur de la DDA, dans un gincement de dents.

L'Hebdo, 18 septembre 1986



Yvan Leyvraz, le coopérant suisse assassiné cet été par la contra

Un éléphant dans un magasin de porcelaine

Les méthodes brutales de Mme Whittlesey ont choqué bien des journalistes et des officiels helvétiques habitués à une diplomatie plus discrète. Françoise Pitteloud (conseillère nationale socialiste) l'a relevé : "Je n'ai jamais vu ça : elle se comporte comme en pays conquis" (L'Hebdo, 18.9.86). Cendrillon imagine sans doute pou-

sion de ce qui se passe au Nicaragua", admet Reilly (Woz, 12.9.86). Ce soutien de la NZZ, baromètre de l'opinion bourgeoise suisse, est cependant un indice sérieux. Car si certains journalistes se sont offusqués et ont dénoncé la manœuvre, bien des membres des conseils d'administration de grands journaux et une bonne brochette de politiciens suisses sont prêts à donner suite aux injonctions de Washington. Le rédacteur en chef du *Tages-Anzeiger* (TA), Peter Studer, admet déjà que son journal devrait parler davantage "des violations des droits de l'homme par les sandinistes" (Woz, 12.9.86) et Florian Hew, membre du comité de direction du même journal déclare que l'on "devrait lire la NZZ pour s'informer sur le Nicaragua, dans le TA on n'apprend pas la vérité" (Woz, 12.9.86).

Des pressions orchestrées

Ces pressions s'exercent également sur la DDA (cf. encart DDA). Anna Lietti (L'Hebdo, 18.9.86) note très justement qu'en intervenant ainsi directement, Segesvary "a procuré au Département des Affaires étrangères la preuve matérielle des liens entre la contra et les Américains". Pourtant Washington renvoie toujours les Suisses à Miami quand ils se plaignent des attaques contre les coopérateurs suisses. Et le Conseil fédéral avale la coulure.

Le silence du Conseil fédéral sur la mort de Leyvraz et les déclarations de directeurs de grands journaux démontrent ainsi que la bourgeoisie suisse est prête à céder à ces pressions. Dernière pièce de ce scénario, clair comme un conte d'Andersen, la Vereinigung demokratische Nicaragua, groupe suisse de soutien à la contra, compte comme caissier un représentant patenté de celle-ci : M. Pasquier, ex-ambassadeur du Nicaragua à l'ONU, qui a passé à l'Union nicaraguayenne de l'opposition (UNO).

Or on sait qu'une partie des 27 millions (approuvés l'année dernière par le Congrès US pour les

contras) a servi à financer le travail de l'UNO en Europe... On soudoie, par caissier interposé (cf. encart Sager et Aubry).

Que faut-il déduire de tous ces chassés-croisés, dans lesquels un curé ne retrouverait plus ses paroissiens ?

D'un côté, les USA se battent sur le terrain militaire, par contras interposés, s'attaquant à la population civile, aux acquis sociaux de la révolution et aux projets de développement, coopérateurs y compris. Pendant ce temps en Suisse, la même campagne est menée, sur le terrain idéologique, directement orchestrée par les Etats-Unis avec l'aide de parlementaires de droite et de financiers véreux bien en vue. Ils comptent parmi eux au moins un contra officiellement déclaré, les autres le sont en action et par conviction politique. Et ils ont pignon sur rue.

Face à ce feu roulant made in USA, la Suisse, qui proclame sa neutralité et sa souveraineté, baisse la tête comme un mauvais élève.

Le débat parlementaire sur l'aide au Nicaragua mettra définitivement à jour la dose d'indépendance dont se prévaut la bourgeoisie suisse. tout démontre jusqu'ici que les Etats-Unis sont en Suisse en terrain conquis. Le silence du conseil fédéral est un silence politique tout aligné sur Washington.

Julia Sanchez

Peter Sager et Geneviève Aubry

Il est réjouissant, a lâché Robert R. Reilly à la *Wochenzeitung*, que Peter Sager vienne sans cesse à l'ambassade faire ses réserves de matériel d'information sur le Nicaragua. (...) L'ambassade a chargé la politicienne radicale Geneviève Aubry d'établir une liste des journalistes parlementaires de confiance et pro-américains. On n'a pas encore pu tirer au clair si elle l'a fait

N. Meienberg, *Wochenzeitung*, 12 septembre 1986